



**HAL**  
open science

# Stratégie du contournement et dynamiques de recomposition du paysage politique français : une analyse systémique des années électorales 2016-2017

Étienne Dubanchet

► **To cite this version:**

Étienne Dubanchet. Stratégie du contournement et dynamiques de recomposition du paysage politique français : une analyse systémique des années électorales 2016-2017. Sciences de l'information et de la communication. 2017. dumas-02414402

**HAL Id: dumas-02414402**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02414402>**

Submitted on 16 Dec 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

## Master professionnel

Mention : Information et communication

Spécialité : Communication Management et culture

Option : Magistère, management et culture

# Stratégie du contournement et dynamiques de recomposition du paysage politique français Une analyse systémique des années électorales 2016-2017

Responsable de la mention information et communication  
Professeure Karine Berthelot-Guiet

Tuteur universitaire : Thierry Devars

Nom, prénom : DUBANCHET Étienne

Promotion : 2017

Soutenu le : 24/10/2017

Mention du mémoire : Très bien



## Remerciements

Je tiens ici à remercier toutes celles et ceux qui ont contribué à m'aider dans la réalisation du présent travail de recherche :

En premier lieu, je remercie chaleureusement mon tuteur universitaire Thierry Devars pour son aide précieuse dans l'organisation de mes idées, la formulation de certaines intuitions et ses retours toujours très utiles et pertinents. Le temps qu'il a bien voulu me consacrer a été indispensable à la progression du présent travail.

A mon tuteur professionnel, Jean-Christophe Toulon, j'adresse mes plus sincères remerciements. Son expérience et sa fine connaissance de la vie politique française ont été des ressources essentielles à ma bonne appréhension des phénomènes politiques inédits que nous avons pu observer ces dernières années . Nos échanges réguliers tout au long de la période étudiée m'ont apporté des clés de lecture et des pistes de réflexion qui ont significativement enrichi mon approche du sujet. Je le remercie également d'avoir souligné certains écueils de mon raisonnement et de m'avoir aidé à adopter une distance critique vis à vis de ma démarche.

Je remercie également tous ceux qui ont manifesté un intérêt pour mon objet d'étude, en particulier mes camarades du CELSA, mes collègues d'Havas Paris et toutes les rencontres fortuites qui ont contribué à nourrir ma réflexion par des échanges toujours passionnants. Leurs objections et commentaires m'ont permis d'affiner mon analyse tout en soulignant bien souvent des aspects théoriques ou des exemples d'actualité qui avaient pu échapper à ma vigilance.

Enfin, je tiens à adresser mes remerciements les plus sincères à l'ensemble du corps pédagogique du CELSA et tout particulièrement à Karine Berthelot-Guiet, sa directrice, Joëlle Le Marec, responsable universitaire du Magistère et Sylvie Gesson, responsable pédagogique pour l'excellence de la formation dont j'ai eu l'honneur de bénéficier ces trois dernières années au sein du CELSA Paris-Sorbonne.

## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>I. La crise de confiance, une crise politique ?</b> .....	<b>10</b>
<b>1) La crise du système partisan</b> .....	<b>10</b>
a) Le système partisan au cœur du fonctionnement de la démocratie représentative .....	10
b) Des partis démonétisés .....	13
<b>2) Le rôle des médias en question</b> .....	<b>15</b>
a) Une campagne marquée par la critique des médias .....	16
b) La logique médiatique au service de la spectacularisation de la vie politique .....	19
<b>3) Vers une crise de régime ?</b> .....	<b>24</b>
a) Une crise de légitimité du pouvoir .....	24
b) Défiance et professionnalisation du personnel politique .....	28
c) Le “système”, une formule politique ? .....	30
<b>II. La stratégie du contournement : opportunisme et nouvelle donne politique</b> .....	<b>35</b>
<b>1) Le contournement des structures partisans</b> .....	<b>35</b>
a) Elections primaires : le “baroud d’honneur” des partis traditionnels ? .....	36
b) Le retour de la vision gaullienne du candidat au-dessus des partis .....	38
c) Du “parti” au “mouvement” politique, une distinction essentiellement sémantique ? .....	40
<b>2) Le contournement des médias “conventionnels”</b> .....	<b>44</b>
a) L’investissement d’espaces médiatiques apolitiques ou alternatifs. ....	44
b) La stratégie du candidat-média : le cas d’école de Jean-Luc Mélenchon .....	46
<b>3) Le contournement du clivage politique traditionnel</b> .....	<b>51</b>
a) Un clivage politique bipolaire au service du bipartisme.....	51
b) Un contexte favorable à la contestation de la géographie politique .....	54
c) Imposer de nouveaux clivages : populisme et post-politique .....	56
d) Vers une quadripolarisation de la vie politique française ? .....	61
<b>Conclusion</b> .....	<b>66</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>73</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>77</b>
<b>Résumé</b> .....	<b>89</b>
<b>Mots clés</b> .....	<b>90</b>

# Introduction

*«Je n'oublierai jamais ce que j'ai vécu lors de cette campagne, cela changera à jamais ma façon de faire de la politique. [...] L'ensemble de la classe politique, dont je fais partie, explique qu'elle a reçu le message, qu'elle a tout compris, que plus rien ne sera comme avant. Et pourtant, qu'a-t-elle fait cette classe politique?»<sup>1</sup>*

Ces mots de Xavier Bertrand au soir de sa victoire aux élections régionales de 2015 dans les Hauts-de-France face à la présidente du Front National (FN) Marine Le Pen font écho à de nombreuses autres déclarations politiques de cette soirée électorale<sup>2</sup>. Il s'agirait donc à présent de “faire de la politique autrement”. Maintes fois répétée, cette antienne illustre le discrédit qui frappe le personnel politique avec une intensité croissante et dont semble notamment résulter la progression électorale continue du FN depuis l'accession de Marine Le Pen à la tête du parti d'extrême droite.

Le concept de “crise de confiance” pourrait aisément être contesté en lui opposant que le désamour qui touche nos gouvernants serait une constante tandis que les périodes d'adhésion des masses au pouvoir politique seraient des épisodes exceptionnels. Pourrait en témoigner le succès de la campagne présidentielle avortée de l'humoriste Coluche qui, en 1981, avait été crédité de 16% des voix avant de faire l'objet d'intenses pressions et de devoir renoncer à se présenter. En effet, la crise de confiance qui frappe la vie politique a vraisemblablement des origines structurelles (institutionnelles, culturelles, historiques, etc.). Mais le contexte des dernières années est marqué par une accentuation significative de ce phénomène dont la dimension conjoncturelle semble avoir atteint un niveau inégalé. Pour preuve, le premier baromètre de la confiance politique<sup>3</sup> réalisé en 2009 par le CEVIPOF révélait que 48% des personnes interrogées considéraient que la

---

<sup>1</sup> Discours de Xavier Bertrand à l'issue du second tour des élections régionales de 2015 (13 décembre 2015). Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=rkExhGivkN8>

<sup>2</sup> Voir MANILÈVE Vincent, *Tous les partis ressortent la méthode coué de la «politique autrement»* [en ligne], Slate.fr, publié le 14 décembre 2015. Disponible sur <http://www.slate.fr/story/111481/regionales-politique-autrement> (consulté le 22 août 2017)

<sup>3</sup> Opinionway pour le CEVIPOF, *Baromètre de la confiance politique – vague 1* [en ligne]. Publié en janvier 2010. Disponible sur <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/resultats-1/vague1/> (consulté le 22 août 2017)

démocratie ne fonctionnait pas bien. En janvier 2017, à l'occasion de la huitième vague de l'enquête<sup>4</sup>, ils étaient 70% à le penser, après un pic de 74% en 2014. Cette même enquête plaçait les partis politiques en queue des organisations recueillant la confiance des Français avec un taux de confiance ne dépassant pas les 11%. La progression spectaculaire du sentiment d'une démocratie inefficace et la démonétisation des partis politiques traditionnels comme acteurs légitimes de la médiation et de la représentation politique représentent un bouleversement considérable dans le fonctionnement de nos institutions démocratiques.

Une semaine avant la victoire de Xavier Bertrand à la tête de la région Hauts-de-France, le parti frontiste était sorti en tête du premier tour avec 40,64% des suffrages exprimés contre 24,97% pour la liste du candidat de la droite dite "républicaine". Dans six des treize grandes régions de France métropolitaine, le Front National s'est hissé en tête du premier tour avec de véritables chances de victoire dans le nord, le sud-est et dans une moindre mesure dans l'est, conduisant Manuel Valls, le premier ministre PS d'alors, à appeler à voter pour la droite, "face à l'extrême droite"<sup>5</sup>, dans les trois régions où les listes de gauche ont obtenu la troisième place derrière le FN et Les Républicains (LR). Cet appel du chef de la majorité "socialiste" à voter pour son adversaire historique dans la compétition électorale, après avoir proposé la fusion des listes PS et LR dans les régions où le FN sortirait en tête du premier tour<sup>6</sup>, illustre une dynamique de repolarisation imposée par la progression électorale du FN dans la vie politique française. Ces consignes, issues de la tradition du "front républicain", ont pu valider la rhétorique de "l'UMPS" employée par Marine Le Pen pour présenter les partis de l'alternance comme équivalents et interchangeables, rhétorique qui n'est peut-être pas sans fondement, nous y reviendrons. Ainsi, au soir

---

<sup>4</sup> Opinionway pour le CEVIPOF *Baromètre de la confiance politique – vague 8 [en ligne]*, Publié en janvier 2017 Disponible sur : <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/resultats-1/vague8/> (consulté le 22 août 2017)

<sup>5</sup> Voir BERDAH Arthur, *Manuel Valls appelle à voter pour Les Républicains dans trois régions [en ligne]*, Le Figaro.fr, publié le 07/12/2015. Disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2015/12/07/25002-20151207ARTFIG00378-ni-retrait-ni-fusion-valls-fustige-l-irresponsabilite-de-sarkozy.php> (consulté le 22 août 2017)

<sup>6</sup> Voir LEGOUTÉ Delphine, *Une fusion LR/PS pour contrer le FN ? Valls lance son ballon d'essai [en ligne]*, Marianne.net, publié le 11/11/2015. Disponible sur : <https://www.marianne.net/politique/une-fusion-lrps-pour-contrer-le-fn-valls-lance-son-ballon-dessai> (consulté le 22 août 2017)

du second tour, elle déclare : "*Politiquement, cette élection constitue une formidable et bienfaisante clarification, elle a mis au grand jour le mensonge fondamental sur lequel repose, depuis des décennies, tout le système politique français*" avant de poursuivre : "*Le premier tour pouvait donner l'impression d'un tripartisme, l'entre-deux tours a prouvé que nous sommes entrés dans un bipartisme. Maintenant, le clivage sépare non plus gauche et droite mais mondialistes et patriotes. Cette distinction sera le grand enjeu, le grand choix politique des présidentielles*"<sup>7</sup>. Ce discours illustre une tentative de repolarisation du paysage politique favorable aux intérêts d'un FN se revendiquant dorénavant « ni de droite, ni de gauche »<sup>8</sup>. Si Marine Le Pen avait un intérêt électoral à assimiler les deux grands partis de gouvernement pour apparaître comme la seule véritable alternative, d'autres acteurs importants du jeu politique ont pu voir dans ce bouleversement une opportunité, tel Manuel Valls qui revendiquait "assumer l'UMPS"<sup>9</sup> et égrenait en "off" dans la presse son ambition de prendre la tête d'une "maison commune" de "toutes les forces progressistes"<sup>10</sup>, soit une coalition gauche/droite composée des éléments les plus modérés du PS et de LR venant barrer la route à un Front National déjà donné au second tour de l'élection présidentielle de 2017. Dès lors, les commentateurs n'ont cessé d'accréditer la thèse d'une "recomposition politique" sous forme d'un "front républicain", validant ainsi la géographie politique que Marine Le Pen souhaite imposer en restructurant le clivage autour de ses idées pour devenir le vote de rupture face au "système en place". La progression électorale du Front National peut s'expliquer notamment par l'efficacité d'une stratégie consistant à dénoncer des partis "de gouvernement" pratiquant la même politique une fois au pouvoir, indifféremment de leur étiquette. Ce serait cela "*le mensonge fondamental sur lequel repose, depuis des décennies, tout le système politique français*". En étant soumis

---

<sup>7</sup> Discours de Marine Le Pen à l'issue du second tour des Régionales 2015 (13 décembre 2015). Disponible sur : <http://www.frontnational.com/videos/discours-de-marine-le-pen-a-l-issue-du-second-tour-des-regionales-2015/>

<sup>8</sup> Voir annexe 1

<sup>9</sup> Cité par BONNEFOUS Bastien et CHAPUIS Nicolas, *Fusion des listes : que cherche Manuel Valls ?* Le Monde du 14 novembre 2015

<sup>10</sup> *Valls veut construire la « maison commune » des progressistes [en ligne]*, AFP repris par Libération.fr, publié le 22 octobre 2014. Disponible sur [http://www.liberation.fr/france/2014/10/22/valls-veut-construire-la-maison-commune-des-progressistes\\_1127156](http://www.liberation.fr/france/2014/10/22/valls-veut-construire-la-maison-commune-des-progressistes_1127156) (consulté le 22 août 2017)



aux injonctions de la Commission Européenne, le PS et LR n'auraient, selon la rhétorique frontiste, pas les moyens d'appliquer une autre politique que celle pratiquée depuis des décennies et qui aurait largement échoué aux yeux des français, notamment sur le volet de la lutte contre le chômage de masse. Cette rhétorique d'incarnation de la rupture, renforcée par une stratégie de "dédiabolisation" permettant d'apparaître comme une alternative crédible, n'a cessé d'élargir la base électorale d'un parti dont le principal point fort semble être devenu sa virginité dans l'exercice du pouvoir. A l'approche de l'élection présidentielle de 2017, la priorité pour les candidats semble résider dans leur capacité à incarner une rupture aux yeux des français afin d'exploiter électoralement le sentiment de rejet qui s'est progressivement diffusé dans la société à l'égard de ses gouvernants. Le contexte politique du début de l'année 2016 appelle également les candidats à construire leur stratégie dans l'objectif de tirer avantage de la redistribution annoncée du capital électoral avec l'émergence de nouveaux acteurs et l'affaiblissement des acteurs historiquement dominants. Pour les candidats, il s'agit de parvenir à occuper une place centrale dans une cartographie politique restructurée. Si elle peut sembler "naturelle", la structure horizontale et bipolaire de la géographie politique héritée de la Révolution Française est en réalité une construction sociale et historique qui fait l'objet de luttes éminemment stratégiques, point que nous développerons ultérieurement. La conjoncture de cette période électorale qui naît au lendemain des élections régionales de 2015 pour s'achever avec les élections sénatoriales de septembre 2017 est à bien des égards exceptionnelle. L'affaiblissement et la crise de leadership des partis traditionnels, la progression des discours populistes, l'irruption d'Emmanuel Macron dans la compétition électorale, la contestation par les "outsiders" du clivage gauche-droite ou encore la perspective d'un FN donné au second tour de l'élection présidentielle sont autant d'éléments constitutifs du *chaos* qui caractérise les années électorales 2016-2017, soit dans la théologie païenne, la "confusion générale des éléments avant leur séparation et leur arrangement pour former le monde"<sup>11</sup>. **Dans ce contexte de crise**

---

<sup>11</sup> Littre.org, « *chaos* » [en ligne], disponible sur <https://www.littre.org/definition/chaos> (consulté le 22

**de confiance et dans la perspective d'une recomposition du paysage politique, comment les candidats à l'élection présidentielle ont-ils adapté leur stratégie pour tirer profit d'une situation *chaotique* et pour quels effets ?**

Nous organiserons notre réflexion à la lumière des trois hypothèses suivantes :

1 : Le contexte politique des années électorales 2016-2017 a incité les candidats à adopter des stratégies de contournement des objets signifiants de l'activité politique traditionnels que sont principalement les structures partisanes, les médias "conventionnels" et le clivage politique traditionnel;

2 : Si la stratégie du contournement prend parfois des formes qui se veulent horizontales et collaboratives, elle s'inscrit toutefois dans une logique gaullienne qui renforce la personnalisation et la concentration du pouvoir;

3 : La stratégie du contournement accompagne une dynamique de quadripolarisation de la vie politique française

Pour éprouver ces hypothèses, nous aurons recours à une analyse systémique des phénomènes politiques et tendances d'opinion qui caractérisent notre objet de recherche. Nous nous efforcerons ainsi de les considérer comme les éléments d'un ensemble organisé dont les interactions sont à l'origine de dynamiques politiques profondes. Cette analyse portera sur un corpus de discours et déclarations politiques, d'outils de campagne, d'articles de presse, de sondages d'opinion et de résultats électoraux qui seront autant de témoins des spécificités de la période étudiée. C'est l'assemblage de ces éléments et l'analyse de leur rôle dans le contexte global de notre objet d'étude qui nous aideront à voir émerger la cohérence d'ensemble de notre réflexion. A cette fin, nous nous appuierons notamment sur une bibliographie académique visant à éclairer et mettre en perspective les différents

---

« sous-objets » de notre travail de recherche pour les resituer le cadre de notre analyse à une échelle macroscopique. Nous restreindrons notre analyse aux discours et outils de campagne des cinq candidats arrivés en tête de l'élection présidentielle soit Emmanuel Macron, Marine Le Pen, François Fillon, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon. Nous nous intéresserons particulièrement aux candidats que nous qualifierons d'"outsiders", c'est à dire ceux dont la formation politique qu'ils représentent n'ont jamais exercé le pouvoir national, c'est à dire Emmanuel Macron, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. La période retenue débute fin 2015 avec les élections régionales de décembre, dernier scrutin avant la campagne présidentielle, et s'achève en septembre 2017, peu après la tenue des élections législatives et sénatoriales. L'une des particularités du présent travail sera d'esquisser une première d'analyse de phénomènes appartenant à l'actualité récente, voire immédiate. Il sera donc utile de questionner les dynamiques électorales de la période étudiée au regard des stratégies mises en place par les candidats pour proposer une interprétation de leurs ressorts avant de s'intéresser leurs conséquences sur la structure du jeu politique.

Dans un premier temps, nous interrogerons les origines, les manifestations et les conséquences de ce que nous appellerons la crise de confiance (I) puis étudierons les stratégies élaborées par les candidats pour en tirer parti tout en nous intéressant à leurs conséquences sur les dynamiques de recomposition du paysage politique Français (II).

# I. La crise de confiance, une crise politique ?

Dans le régime de la démocratie représentative, la confiance des représentés dans leurs représentants s'inscrit au fondement du contrat social. Elle est une condition essentielle de la légitimité de l'exercice du pouvoir. Or, cette confiance est aujourd'hui absente de la relation liant les représentés à leurs représentants. Une enquête réalisée à l'automne 2016 par Ipsos-Sopra Steria pour Le Monde, l'Institut Montaigne et Sciences Po<sup>12</sup> révélait que 77% des personnes interrogées considéraient que la démocratie fonctionnait "de moins en moins bien", soit 14 points de plus que lors d'une étude similaire réalisée en février 2014. Nous allons tenter de comprendre ce qui a conduit le pouvoir dans cette crise de confiance, de légitimité et de représentation et interroger les conséquences de cette crise sur l'exercice de l'activité politique professionnelle et la qualité de notre vie démocratique.

## 1) La crise du système partisan

Acteurs essentiels de la médiation, de la sélection du personnel politique, de la structuration du vote, de la formation et de la socialisation politique, les partis politiques semblent traverser une crise qui n'a cessé d'affaiblir leur légitimité et leur influence sur la société depuis les années 1980.

### a) Le système partisan au cœur du fonctionnement de la démocratie représentative

---

<sup>12</sup> IPSOS / Sopra Steria pour L'Institut Montaigne, Sciences Po et Le Monde, *La démocratie fonctionne-t-elle de moins en moins bien ? [En ligne]*. Disponible sur : <https://www.ipsos.com/fr-fr/la-democratie-fonctionne-t-elle-de-moins-en-moins-bien> (consulté le 22 août 2017)

L'activité politique, dans notre système représentatif, est traditionnellement dominée voire monopolisée par les partis politiques. Pour comprendre la légitimité des structures partisans pour assurer la médiation politique des citoyens, il faut s'intéresser aux fonctions qu'ils remplissent dans la vie démocratique. L'article 4 de la constitution de 1958 reconnaît pour la première fois l'existence institutionnelle des partis politiques en France : "Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie."<sup>13</sup>

S'il a fallu attendre 1958 pour que les partis politiques jouissent d'une reconnaissance constitutionnelle, le Parti républicain, radical et radical-socialiste a vu le jour dès 1901. Durant toute la première moitié du XXème siècle, il a occupé une position dominante sur la scène politique française en présidant ou participant à la grande majorité des gouvernements. L'application de son programme dans le cadre de la majorité du "Bloc des Gauches" issue des élections législatives de 1902 a donné lieu à des réformes majeures comme la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905, l'institution du repos dominical en 1906 ou encore la création de l'impôt progressif sur le revenu en 1914. La Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), aujourd'hui connue comme le Parti Socialiste, voit le jour en 1905. En 1920, le congrès de Tours est marqué par une scission historique : les trois quarts des adhérents socialistes quittent la SFIO et créent la Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC, aujourd'hui Parti Communiste Français ou PCF). Le début du XXème siècle est marqué par la naissance des partis de masse qui exercent une grande influence sur la société. Nous entendons "parti de masse" au sens du nombre d'adhérents comme au sens de Maurice Duverger qui distingue les "partis de masse" des "partis de cadre" non selon leur taille mais selon la place qu'occupent leurs membres au sein de la structure.<sup>14</sup> Dans les partis de masse "les adhérents sont la matière même du parti, la substance de son action"<sup>15</sup>. Ils sont "de création extérieure" c'est à dire qu'ils ne sont pas créés et pilotés par une élite

---

<sup>13</sup> Article 4 de la Constitution de 1958

<sup>14</sup> DUVERGER Maurice., *Les partis politiques*, Paris, A. Colin, 1951, p.119-120.

<sup>15</sup> DUVERGER Maurice., *op cit.*, 1951, p120.

parlementaire pour des considérations électorales mais par la base militante au sein de laquelle le parti “dégage une élite”. Pour Duverger, l’aspect financier est également fondamental, à une époque où les lois sur le financement des partis politiques faisaient défaut : “ La technique du parti de masses a pour effet de substituer au financement capitaliste des élections, un financement démocratique ”<sup>16</sup> qui repose sur les cotisations de ses adhérents et non sur les dons de contributeurs représentant des intérêts privés qui attendent légitimement un retour sur investissement. Le développement de partis de masse comme le PCF a consacré le rôle des partis politiques comme des acteurs essentiels de la médiation, de la formation et de la socialisation politique. En concourant au suffrage sur la base d’une ligne politique claire et d’un programme de gouvernement, relayés par les médias et les militants sur le terrain, les partis politiques ont permis de structurer le vote des Français et d’animer le débat public nécessaire à la démocratie. Comme l’a remarqué l’historien Bertrand Joly, les élections législatives de 1898 - les dernières avant la loi de 1901 sur les associations qui a acté la naissance des partis politiques en France - ont été marquées par une confusion sur les étiquettes des candidats : “Faute de partis constitués et de groupes parlementaires (...), chaque candidat reste libre de prendre le label de son choix ; il faut, dans bien des cas, attendre les votes des élus (...) pour connaître leur orientation exacte<sup>17</sup>”. L’émergence des partis politiques à partir de 1901 a permis de clarifier l’orientation politique des candidats et ainsi de structurer le vote des électeurs. Georges Lewi définit une marque comme “un repère mental sur un marché qui s’appuie sur des valeurs tangibles et des valeurs intangibles”<sup>18</sup>. A cet égard, les partis politiques agissent comme des marques en instaurant des repères structurants sur le marché électoral. En représentant parfois plusieurs centaines de milliers d’adhérents, les partis politiques ont renforcé la légitimité des candidats aux élections, notamment lorsque ceux-ci ont été désignés par les adhérents. En assurant la formation politique des

---

<sup>16</sup> DUVERGER Maurice., *op cit.*, 1951, p120.

<sup>17</sup> FAURE Félix, *Journal à l’Élysée, 1895-1899*, publié et annoté par Bertrand Joly, éditions des Équateurs, 2009, p.320

<sup>18</sup> LEWI Georges, *Branding management : branding et e-branding : la marque, de l’idée à l’action*, 3e éd. - Pearson éducation, 2012, p.14

militants et en dégagant une élite parmi sa base, ils ont permis à des militants ne disposant pas *a priori* d'un capital social, culturel et économique d'accéder à des fonctions électives auparavant réservées aux notables. Pour preuve, sur les 768 sièges pourvus à l'occasion des élections législatives de 1871, seuls 4 étaient occupés par des députés issus des classes populaires, soit 0,52%, contre 98 sur 522 dans l'Assemblée Nationale de 1946, soit 18,8%<sup>19</sup>. Cette représentation record des catégories populaires - qui demeurent cependant sous-représentées vis à vis de leur poids dans la société française - s'explique notamment par la victoire sans précédent du Parti Communiste Français qui s'était alors imposé comme la première force parlementaire avec 182 députés.

La démocratie élective semble donc s'être considérablement enrichie de l'émergence des partis politiques comme acteurs de la socialisation, de la formation, de la sélection, de la médiation politiques et de la structuration du vote. Cependant, il semblerait que ces fonctions soient de moins en moins bien remplies par les structures partisans qui subissent des critiques de plus en plus virulentes.

#### b) Des partis démonétisés

Dès 1940, la philosophe Simone Weil appelait à la "suppression générale des partis politiques"<sup>20</sup>. Le texte, publié à titre posthume en 1950, dénonçait l'incompatibilité entre la poursuite des intérêts partisans dans le cadre de la compétition électorale et la poursuite de l'intérêt général dans le cadre de l'exercice des responsabilités publiques. Dominée par un fort système de partis, la IVème République a marqué l'Histoire par une exceptionnelle instabilité gouvernementale. Cette instabilité était notamment liée au mode de scrutin intégralement proportionnel qui ne permettait pas de dégager de majorités stables et encourageait les combinaisons partisans visant à renverser les gouvernements en place. Le retour au pouvoir du général de

---

<sup>19</sup> LEHINGUE Patrick, *Le vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La Découverte, 2011

<sup>20</sup> WEIL Simone. *Note sur la suppression générale des partis politiques*, 1<sup>re</sup> éd. 1950 ; Paris, Climats, 2006.

Gaule en 1958 est marqué par une critique du système partisan au sommet de l'Etat. Désormais, le Président de la République est tenu de demeurer "au-dessus des partis" afin de bien servir l'intérêt général et de se faire le représentant de tous les Français. La critique des partis semble consubstantielle à leur fonctionnement : s'ils sont supposés incarner la diversité des opinions et des sensibilités, leur raison d'être naturelle, leur priorité, réside dans la conquête et la conservation du pouvoir. Depuis 1988, le financement public des partis politiques renforce la nécessité pour ces derniers d'obtenir des représentants car leur nombre détermine directement leurs apports en trésorerie et donc leur capacité d'action.

Le jeu politico-partisan est ainsi fait que l'on attend de l'opposition qu'elle s'oppose, bien souvent sans égard particulier pour la pertinence de l'action de la majorité. Par ailleurs, la discipline de parti imposée dans les discours et les votes des élus peut interroger les électeurs sur l'intégrité intellectuelle de leurs représentants. A ces considérations d'ordre structurel s'ajoutent des événements conjoncturels qui affaiblissent l'efficacité et la légitimité des partis politiques. En premier lieu, les partis politiques sont affaiblis par un désinvestissement militant croissant. Les partis de masse pouvant revendiquer entre 500.000 et 1.000.000 d'adhérents tels que le Parti Social Français à la fin des années 1930<sup>21</sup> ou le Parti Communiste Français au lendemain de la seconde guerre mondiale<sup>22</sup> semblent avoir disparu avec le siècle précédent. On estime aujourd'hui que l'appartenance à un parti politique concerne moins de 1% de la population<sup>23</sup>. Une si faible participation réduit fortement les ressources militantes des partis politiques tout comme leur légitimité à prétendre s'exprimer au nom d'une part significative de la population. De plus en plus perçus comme des machines électorales sur le modèle des partis américains, les partis politiques ne semblent plus être cet espace privilégié de production des idées nouvelles, de délibération, de socialisation et de formation politique. Selon un

---

<sup>21</sup> BERSTEIN Serge, THOMAS Jean-Paul (dir.), *Le PSF, un parti de masse à droite*, CNRS éditions, 2016, 352p

<sup>22</sup> BUTON Philippe, *Les lendemains qui déchantent, le Parti communiste français à la Libération*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1993, p.75-79

<sup>23</sup> Voir GOAR Matthieu et CHAPUIS Nicolas, *L'illusion des partis de masse [en ligne]*, Le Monde.fr. Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/12/18/l-illusion-des-partis-de-masse\\_4542869\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/12/18/l-illusion-des-partis-de-masse_4542869_823448.html) (consulté le 4 septembre 2017)



sondage Odoxa pour Le Parisien Aujourd'hui en France de juin 2015, les français, neuf français sur dix auraient une mauvaise image des partis politiques qu'ils trouveraient trop boutiquiers (83 %), démagogiques (54 %), inutiles (72 %), pas modernes (85 %), peu féconds en idées nouvelles (86 %), loin des gens (90 %), etc<sup>24</sup>.

Par ailleurs, les partis politiques souffrent de voir leur monopole de la médiation politique contesté par d'autres formes de structures telles que les associations et les ONG. La postmodernité a vu se substituer aux idéologies collectives de nouvelles formes de revendications communautaires et sociétales qui tendent à définir l'identité politique des individus autour de thématiques quasi exclusives que les partis, par essence « multi-causes », ne parviennent pas à incarner (droits des LGBTQ, des communautés ethniques et religieuses, véganisme, antispécisme, féminismes, lutte contre la surveillance de masse, la corruption, etc.). Décrits de toutes parts, dépossédés de leur force militante et de leur monopole de la représentation politique, les structures partisans ne semblent plus en capacité d'assumer pleinement leurs fonctions, ce qui pose la question de leur utilité publique, sans qu'autre chose ne semble parvenir à s'y substituer. Cette crise des partis politiques ne peut réellement se comprendre sans s'intéresser à la façon dont le personnel politique s'adresse aux électeurs à travers les médias, dont le traitement de l'actualité politique oriente par ailleurs l'opinion, et qui font eux aussi l'objet de critiques particulièrement virulentes dans le contexte des années électorales 2016-2017.

## **2) Le rôle des médias en question**

En tant que supports assurant l'essentiel de la diffusion du discours politique vers l'électorat mais également en tant que lieu privilégié de production et d'émission des analyses et commentaires politiques par les « experts autorisés », le rôle des

---

<sup>24</sup> Odoxa pour Le Parisien aujourd'hui en France, *Les Français et les partis politiques*, juin 2015

médias dans la crise de confiance qui frappe la vie politique doit être étudié avec une attention d'autant plus forte qu'ils sont eux-mêmes sujets à d'intenses controverses. Les années électorales 2016-2017 ont été le théâtre de critiques inhabituellement virulentes émanant directement des principales figures du paysage politique à l'encontre des médias. Après nous être intéressés à ce phénomène, nous questionnerons la responsabilité des médias dans la dégradation de l'image de l'activité politique auprès de "l'opinion publique".

a) Une campagne marquée par la critique des médias

C'est à l'occasion de la campagne présidentielle américaine de 2016 qu'a émergé médiatiquement la notion de "fake news" ("fausses nouvelles" en anglais). Derrière ce terme abondamment repris par les médias français réside une guerre informationnelle entre les médias institutionnels et ceux, en particulier, de la droite alternative américaine (alt-right, extrême droite). Les uns accusant les autres de diffuser de fausses informations à des fins politiques. Les premiers manipuleraient l'information pour préserver "l'establishment", les seconds créeraient des actualités de toutes pièces pour légitimer un discours de haine (contre les minorités, les migrants, l'adversaire politique) ou de déni (réchauffement climatique, mauvaise prestation médiatique, etc.) L'émergence de nombreux sites d'information "alternative" aux articles massivement relayés sur les réseaux sociaux peut être interprétée comme le signe d'une défiance grandissante à l'égard des médias traditionnels, alimentée par les théories conspirationnistes dont la diffusion a explosé avec le développement d'internet.

En France, outre la multiplication des sites de "réinformation", les années 2016-2017 ont vu fleurir de nombreuses critiques, émanant de tous les bords politiques, à l'encontre des médias par des personnalités politiques de premier plan. Dans un contexte électoral, une telle critique émanant de la majorité des candidats doit interroger. Si les médias avaient été populaires dans l'opinion, il est probable que peu de candidats auraient pris le risque de les attaquer frontalement, pour ne pas s'aliéner des électeurs. Le 8ème baromètre de la confiance politique réalisé par le CEVIPOF révèle ainsi que les personnes interrogées placent les médias en avant-

dernière position des organisations auxquelles ils font confiance, devant les partis politiques, avec un taux de confiance ne dépassant pas les 24%<sup>25</sup>. Un contexte de confiance faible, voire de défiance (sous-total “Pas du tout confiance” de 29%) qui libère voire encourage la parole critique des politiques. Ainsi, Jean-Luc Mélenchon, fidèle à la tradition de la gauche critique, considère “la caste médiatique” comme “la deuxième peau du système”.<sup>26</sup> Marine Le Pen, elle, dénonce des médias qui “se déchaînent pour tenter de nous atteindre de leurs flèches venimeuses” et des journalistes qui seraient tous des “militants politiques”<sup>27</sup>. En meeting à Nantes le 26 février 2017, la candidate frontiste a estimé que les médias “ont perdu la confiance du peuple, qui se tourne, et c'est légitime, vers Internet pour s'informer”<sup>28</sup>. À l'occasion d'une conférence de presse tenue à son QG le 6 février 2017 pour répondre aux accusations d'emploi fictif de son épouse révélées par le Canard Enchaîné, le candidat Les Républicains François Fillon a, lui, dénoncé le “lynchage” à son encontre, organisé par le “tribunal médiatique” qui verserait dans la “caricature” à des fins d’“assassinat politique”<sup>29</sup>. Une rhétorique anti-médias musclée, encouragée par son entourage qui s'était “aperçu que cela plaisait beaucoup aux électeurs de droite” selon son ancien directeur de campagne Patrick Stefanini<sup>30</sup>. Si Emmanuel Macron a entretenu de bonnes relations avec la presse et les journalistes durant la campagne présidentielle, l'après campagne a fait l'objet d'un véritable revirement. Après avoir annoncé que l'Elysée choisirait les journalistes autorisés à suivre le Président de la République en déplacement, cessé brutalement les “off” et raréfié sa parole, Emmanuel Macron a manifesté distance et critique vis à vis de la profession. Interrogé le lundi 4 septembre par une équipe de France 2 sur sa communication, le chef de l'Etat leur aurait répondu “Les journalistes ne m'intéressent pas, ce sont les Français qui m'intéressent, c'est ça qu'il faut comprendre”. Répondant à une question relative à l'abandon de la traditionnelle

---

<sup>25</sup> Opinionway pour le CEVIPOF, *Baromètre de la confiance politique – vague 8, op cit.*

<sup>26</sup> Discours de Jean-Luc Mélenchon du 5 juin 2016 à Paris

<sup>27</sup> Discours de Marine Le Pen du 2 avril 2017 à Bordeaux

<sup>28</sup> Discours de Marine Le Pen du 26 février 2017 à Nantes

<sup>29</sup> Discours de François Fillon du 06 février 2017 à Paris

<sup>30</sup> Cité par DESCAMBRES Alexis et PIQUARD Alexandre, *Les médias pris dans la bataille de la présidentielle*, Le Monde du 13 mars 2017

interview du 14 juillet, l'Élysée aurait signifié au Monde que la "pensée complexe" du Président se prêtait mal au jeu des questions-réponses avec les journalistes<sup>31</sup>. D'autres déclarations de ce type ont instauré un climat de tension entre un Président qui semble vouloir éviter les questions des journalistes, et ces derniers qu'il accuse de "trop s'intéresser à eux-mêmes".<sup>32</sup> Parmi les 5 candidats arrivés en tête, seul Benoît Hamon, le candidat issu de la primaire de la "Belle alliance populaire" et du Parti Socialiste, s'est abstenu de critiquer directement les journalistes. Il a cependant fait figurer parmi ses propositions une "loi anti-concentration dans les médias" visant à interdire aux groupes de "détenir plus de 40% des parts d'un média. Un même groupe ne pourra pas non plus dépasser le seuil de 20% des parts dans plus de 2 médias (anti-trust)."<sup>33</sup> Cette proposition peut être interprétée comme un sous-entendu mettant en cause l'indépendance éditoriale des médias majoritairement détenus par un grand groupe, soit l'essentiel des principaux titres du paysage médiatique français.

Cette critique quasi-unanime des principaux candidats à l'élection présidentielle semble être liée, d'une part, à une tentative de récupération de l'hostilité croissante de l'électorat à l'égard des médias, et d'autre part, d'un sentiment de perte de contrôle lié à la multiplication des supports et à l'instantanéité de la diffusion de l'information. Une autre interprétation de la dégradation ostentatoire du rapport entre journalistes et politiques sera évoquée ultérieurement. Si des personnalités politiques de premier plan s'en prennent aux médias pour des raisons notamment tactiques, une analyse rigoureuse impose de s'interroger sur la responsabilité des médias traditionnels dans la dévaluation de l'activité politique aux yeux des citoyens.

---

<sup>31</sup> BONNEFOUS Bastien, DE ROYER Solenn, *Ce que Macron veut faire de son Congrès à Versailles*, Le Monde, 29 juin 2017.

<sup>32</sup> *Macron reproche à des journalistes de « s'intéresser trop à eux-mêmes »* (non signé), Ouest France. Publié le 04 septembre 2017. En ligne : <https://www.ouest-france.fr/politique/emmanuel-macron/macron-reproche-des-journalistes-de-s-interesser-trop-eux-memes-5223066> (consulté le 10/09/2017)

<sup>33</sup> Site de campagne de Benoît Hamon, consulté le 15 septembre 2017. Disponible sur : <https://www.benoithamon2017.fr/le-projet/#culturemedias>

b) La logique médiatique au service de la spectacularisation de la vie politique

*« Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de spectacles. »*

Guy Debord, *La Société du Spectacle*, 1967

Pour comprendre la crise de confiance politique, il convient notamment de s'interroger sur la façon dont les électeurs ont accès aux discours et à l'information politiques. Cet accès passe essentiellement par les médias « conventionnels » que nous entendons au sens de supports de presse dont la couverture de l'actualité est assurée par des journalistes professionnels. Si l'activité politique est tant décriée, il serait étonnant que la couverture médiatique de l'actualité politique y soit parfaitement étrangère. Parmi les facteurs pouvant justifier cette crise de confiance se trouve notamment le poids des affaires politico-judiciaires. En effet, s'il est naturel que les médias rapportent aux citoyens les manquements à la probité de leurs représentants, la médiatisation des affaires exercent un effet de loupe nourrissant l'idée que le personnel politique est majoritairement corrompu. Avec leur charge de scandale, ce type d'affaires représente une aubaine pour les médias qui n'hésitent pas à les "feuilletoniser" au gré des révélations et leur offrent une place de choix, en double page centrale ou à l'ouverture des journaux télévisés par exemple.

Pour survivre dans un environnement toujours plus concurrentiel, les médias doivent s'assurer une audience suffisante pour pouvoir garantir leur financement, par l'achat au numéro, les abonnements ou la publicité. Afin de toucher le plus grand nombre, les actualités spectaculaires comme les affaires politico-judiciaires, les jeux politiques, les "petites phrases", la mise en scène de la vie privée et les polémiques peuvent être considérées comme plus efficaces que les débats parlementaires, les réflexions idéologiques ou les politiques publiques accessibles à un nombre restreint d'initiés. L'attractivité de ce type d'informations a été interprétée par certains chercheurs en sciences cognitives comme étant le résultat du caractère grégaire de notre cerveau qui aurait une tendance naturelle au traitement prioritaire et à la mémorisation des informations relevant de comportements contraires à la norme sociale. Ces dernières sont ainsi qualifiées de "pertinentes" pour notre système

cognitif car elle nous permettraient d’appréhender les éléments à risque pour l’équilibre de l’ordre social, fonction essentielle à la pérennité d’une espèce évoluant en société<sup>34</sup>. Cette hiérarchie de l’information tend cependant à diffuser une image futile de l’activité politique et même à encourager ce type de pratiques au sein de la classe politique qui doit s’assurer une couverture médiatique abondante et régulière. En outre, le développement et l’institutionnalisation des sondages d’opinion, dont la légitimité est par ailleurs contestable<sup>35</sup>, tend à générer médiatiquement des “phénomènes politiques” et à théâtraliser une concurrence des ambitions aux effets délétères sur la qualité de la vie publique. Comme le souligne Cécile Alduy, professeure de littérature française à l’université Stanford et chercheuse associée au CEVIPOF au sujet de l’année précédant le scrutin présidentiel de 2017 : “La focalisation des médias pendant toute la pré-campagne sur les conditions de possibilité des candidatures d’un Hollande, d’un Juppé, d’un Sarkozy ou d’un Macron, est en elle-même un facteur de désaffection du public pour leurs personnages, perçus comme narcissiquement focalisés sur leur propre avenir et non sur celui des Français, et pour la politique en général. Les médias, en portant une attention démesurée à la fabrication du spectacle (le casting et ses rebondissements, le décor des annonces, les jalousies entre “stars” et seconds rôles) réduisent d’autant le temps réellement consacré à la discussion des enjeux, au diagnostic des problèmes et à l’analyse des programmes”<sup>36</sup>. Par ailleurs, la médiatisation constante de sondages illustrant l’évolution des “parts de marché” que peut espérer obtenir chaque candidat encourage ces derniers à adopter une logique de marketing électoral plutôt que de faire campagne sur des convictions et un projet politique qui doivent entraîner l’adhésion des Français. C’est ce que dénonce le sociologue bourdieusien Patrick Champagne dans *Faire l’opinion, le nouveau jeu politique* : “les politologues prétendent faire progresser la démocratie et rappellent que les instituts de sondages n’existent pas dans les régimes totalitaires. Or, la

---

<sup>34</sup> MESOUDI, A., WHITEN, A., & DUNBAR, R. (2006). A bias for social information in human cultural transmission. *British Journal of Psychology*, 97, 405-423.

<sup>35</sup> BOURDIEU, Pierre., *L’Opinion publique n’existe pas*. Repris in *Questions de sociologie*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1984, pp. 222-235.

<sup>36</sup> ALDUY Cécile, *Ce qu’ils disent vraiment. Les politiques prix aux mots.*, Seuil, 2017. p.43

démocratie est sans doute moins menacée aujourd'hui par le totalitarisme (...) que par la démagogie et le cynisme que la pratique des sondages encourage par contre très directement.”<sup>37</sup>

Le développement de la télévision avait déjà eu, au début des années 1960, un effet similaire en instituant une forme de primat de l'image sur le discours. En 1960, le débat opposant John Kennedy, candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine, à son adversaire républicain Richard Nixon avait été le premier débat présidentiel diffusé à la télévision. La question de savoir si la télévision avait favorisé l'élection du candidat démocrate est alors depuis abondamment commentée. En effet, de nombreux témoignages avaient révélé que les électeurs ayant suivi le débat à la radio avaient été davantage convaincus par Richard Nixon, tandis que ceux l'ayant regardé sur leur poste de télévision avaient attribué l'avantage à John Kennedy. Il serait hasardeux d'affirmer que Kennedy ait remporté l'élection du seul fait de la diffusion de ce débat à la télévision, mais l'irruption de l'image a sans aucun doute eu un effet important sur la perception des électeurs. En effet, le contraste entre le jeune et charismatique Kennedy et son adversaire apparaissant fatigué et mal rasé a pu orienter le choix des 72 millions d'américains - soit 40% de la population américaine d'alors - ayant suivi le débat<sup>38</sup>.

En France, les années 1980 ont vu naître de grands rendez-vous politiques télévisés. Le premier d'entre eux, L'Heure de vérité, diffusé entre 1982 et 1995, a considérablement bouleversé les codes de la communication politique avec son public en plateau, sa musique de cinéma et ses sondages minitel en fin d'émission supposés dévoiler, avec un suspense entretenu, le verdict "incontestable" des Français. Désormais, les petites phrases, les coups d'éclats et les mises en scènes sont à privilégier pour "marquer les esprits". Invité pour la première fois en 1984, le président du Front National, Jean-Marie Le Pen, alors marginal sur la scène politique, réalise une prestation remarquée et tente d'imposer une minute de silence

---

<sup>37</sup> CHAMPAGNE, Patrick., Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique. Les Editions de Minuit, Paris, 1990, p.274

<sup>38</sup> BOTELHO Greg. The day politics and TV changed forever. *CNN Politics [en ligne]*. 2016. Disponible sur <http://edition.cnn.com/2016/02/29/politics/jfk-nixon-debate/index.html> (consulté le 12 septembre 2017).

sur le plateau pour rendre hommage aux victimes du goulag. Quelques mois plus tard, le Front National franchit pour la première fois la barre des 10% à un scrutin national à l'occasion des élections européennes de 1984. Interrogé en 1990 sur le plateau d'Apostrophe par Bernard Pivot, le créateur de L'Heure de vérité, François-Henri de Virieu, désigne "les perdants" de cette nouvelle donne médiatique : "*Les perdants, c'est (sic) les gens sérieux qui veulent préparer l'avenir, ont une culture de réflexion, qui sont un peu secrets, repliés sur eux même, qui voient le long terme. Ceux-là, ils ne font plus leur trou aujourd'hui*"<sup>39</sup>.

A la fin des années 1990, les personnalités politiques commencent à investir les émissions de divertissement afin d'accroître leur notoriété auprès d'un grand public davantage friand de ce type de programmes que de contenus strictement politiques. C'est ainsi qu'en 2001, l'ancien premier ministre alors député européen Michel Rocard a été sommé de répondre devant les Français à une série de questions très intimes concernant sa vie sexuelle dans l'émission *Tout le monde en parle* de Thierry Ardisson.

Les médias étant tributaires d'une large audience pour assurer leur survie, il semble cohérent que ceux-ci aient privilégié ce type de programmes pour capter le public. De l'autre côté, les politiques exerçant à l'échelle nationale étant tributaires de cette même audience que seuls les grands médias sont en mesure de leur apporter pour diffuser leur message et accroître leur notoriété, il peut sembler cohérent qu'ils aient été contraints de se plier à ces nouveaux codes. Cette spectacularisation de l'activité politique prenant appui sur la diffusion d'images et de discours qui ne relèvent pas de la chose publique tendent à bouleverser la nature même de l'activité politique. Certains excès de la communication politique imputables à la nouvelle donne médiatique ont certainement conduit les professionnels de la politique à consacrer un temps toujours plus important à des activités ne relevant pas directement de leur mission de représentation politique, ce qui n'échappe pas aux citoyens qui consomment ces spectacles médiatiques. Ainsi s'installent lassitude et rejet face à une activité politique qui apparaît comme frivole tant sa finalité semble désormais

---

<sup>39</sup> Cité par GUEDJ Mikaël. L'émission qui a changé la politique. *M Le Magazine du Monde*. 30 mai 2015



ournée vers des activités de communication et de marketing politiques au service d'ambitions carriéristes plutôt que vers la poursuite de l'intérêt général.

### 3) Vers une crise de régime ?

Dans le régime de la démocratie représentative, la légitimité du pouvoir est issue des scrutins électoraux qui sont supposés exprimer le choix des électeurs. Puisque la démocratie est étymologiquement “le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple”, tout le contrat social qui lie gouvernés et gouvernants repose sur le sentiment d’être effectivement représenté politiquement par des mandataires de confiance. La démobilisation électorale (abstention) et la forte défiance de l’opinion menacent la légitimité de nos institutions. Selon la dernière vague de l’enquête du CEVIPOF<sup>40</sup> réalisée en décembre 2016, seul “le maire de votre commune” bénéficie de la confiance de la majorité des sondés (64%), devant “votre conseiller général” et “vos conseillers régionaux (respectivement 49% et 48%)”, “votre député” (45%), “le premier ministre actuel” (35%), “vos députés européens” (30%) et “le Président de la République actuel” (25%).

#### a) Une crise de légitimité du pouvoir

« Trois éléments essentiels au bon fonctionnement d’une démocratie sont aujourd’hui en crise : la dimension représentative, la confiance liant les gouvernants et les gouvernés, et la légitimité des décisions prises par ceux qui ont le pouvoir. »<sup>41</sup> Ce constat de l’historien spécialiste de la démocratie Pierre Rosanvallon éclaire l’envergure de la crise qui frappe la légitimité du pouvoir politique et, par conséquent, la démocratie. La question du déficit de représentativité sociale et politique de nos élus semble en effet présenter une première difficulté.

---

<sup>40</sup> Opinionway pour le CEVIPOF, *op cit.* Janvier 2017

<sup>41</sup> WEIDER Thomas, *Pierre Rosanvallon : « Créer un sentiment de démocratie permanente, de démocratie continue »*, interview de Pierre Rosanvallon, Le Monde. Publié 18/08/2016

Lors de la mandature 2012-2017, l'Assemblée Nationale comptait seulement 2,8% d'anciens ouvriers ou employés alors que ces catégories sociales représentaient en 50,2% de la population active 2010 (voir tableau ci-dessous).

Origine sociale des députés		
Unité : %		
	CSP des députés 2012	Part dans la population active occupée 2010
Agriculteurs exploitants	2,9	2,0
Artis., commerc. et chefs d'entrep.	6,6	6,7
Cadres et prof. intel. sup.	81,5	16,7
Prof. interm.	6,2	24,4
Employés	2,6	28,9
Ouvriers	0,2	21,3

Lecture : 2,6 % des députés sont des employés en 2012. Cette catégorie socioprofessionnelle représente 28,9 % de la population active occupée en 2010.

Source : Cevipof - Données 2012 - © Observatoire des inégalités

Au niveau local, les catégories sociales dites « supérieures » sont également surreprésentées parmi les élus. Ainsi, les cadres supérieurs représenteraient 31,6 % des conseillers régionaux, 22,6 % des conseillers départementaux, 14,7 % des conseillers communautaires et 11,8 % des maires, alors qu'ils représentent seulement 9,3 % de la population<sup>42</sup>.

Si la situation s'est améliorée sur le front de la parité femmes-hommes à l'Assemblée Nationale depuis les élections du 18 juin 2017 avec 38,8% de femmes députées contre 26,86% sous la précédente mandature, les minorités ethniques, les classes populaires et les jeunes demeurent fortement sous-représentées. Cause ou conséquence de cette sous-représentation, ces deux dernières catégories sont également celles qui s'abstiennent le plus massivement lors des élections<sup>43</sup>.

<sup>42</sup> Voir annexe 2

<sup>43</sup> TEINTURIER Brice, *1er tour législatives 2017 : sociologie des électors et profil des abstentionnistes [en ligne]*, publié le 11 juin 2017. Disponible sur : <https://www.ipsos.com/fr-fr/1er-tour-legislatives-2017-sociologie-des-electors-et-profil-des-abstentionnistes> (consulté le 20 septembre 2017)

Si Pierre Rosanvallon recommande de développer d'autres voies de représentation de la volonté de ces citoyens comme l'institutionnalisation de la pétition<sup>44</sup>, une plus juste représentativité sociale des élus ôterait probablement à toute une partie de la population le sentiment que la politique ne les concerne pas. Les niveaux élevés d'abstention enregistrés ces dernières années représentent une rupture du lien entre un électorat théoriquement souverain et ses gouvernants qui exercent effectivement les responsabilités publiques.

Par ailleurs, comme le souligne le philosophe Jacques Rancière : "le parti majoritaire ne représente en fait qu'un cinquième du corps électoral et crée l'évidence que le vrai peuple majoritaire n'est pas représenté"<sup>45</sup>. L'existence du fait majoritaire qui structure la vie politique française tend certes à constituer des majorités stables mais exclut la majorité des citoyens d'une véritable représentation politique. Alors que la démocratie représentative fonctionne sur un principe d'une délégation librement consentie de la souveraineté du peuple au profit de mandataires supposés représenter leur volonté et leurs intérêts, les niveaux de confiance et de participation électorale très bas remettent directement en question la légitimité du pouvoir politique. Par ailleurs, il arrive que les décisions des gouvernants ne respectent pas la volonté des électeurs lorsque ces derniers appliquent des politiques qui n'avaient pas été annoncées dans leur programme comme l'a fait François Hollande avec le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) en 2013 ou la réforme du code du travail en 2016. Par ailleurs, la compétition électorale encourage directement l'inflation d'engagements qui ne seront pas nécessairement respectés, comme lorsque le candidat François Hollande avait promis "l'inversion de la courbe du chômage" pour 2013 ou encore le droit de vote des étrangers aux élections locales. Cet écart entre la volonté des électeurs et les politiques appliquées par les gouvernants a inspiré à Sophie Wahnich, directrice de recherche en histoire et science politique au CNRS, la rédaction et la publication dans le journal Libération d'une tribune au titre éloquent :

---

<sup>44</sup> ROSANVALLON Pierre, *op cit.*

<sup>45</sup> AESCHIMANN Eric, *Mais pourquoi se disent-ils tous anti-système ? Entretien avec Jacques Rancière*. L'Obs. 12 mars 2017.

“Une post-démocratie aux airs de prérévolution”<sup>46</sup> dénonçant les décisions prises par les gouvernants contre l’avis des citoyens pourtant expressément consultés comme à l’occasion du référendum sur la constitution européenne de 2005 ou celui de 2015 en Grèce sur l’accord avec ses créanciers européens. Tous ces éléments nourrissent la persistance de ce qui semble être devenu une impopularité systématique de l’exécutif qui ébranle les fondements de notre vie démocratique.

Certains acteurs ou commentateurs<sup>47</sup> de la vie politique attribuent notamment l’origine du malaise démocratique à la nature des institutions qui concentreraient trop de pouvoir, et donc des attentes démesurées, au “bénéfice” du seul Président de la République. Très critiquée - et pour cause - lors de son adoption par voie référendaire en 1962, l’élection du Président de la République au suffrage universel direct a provoqué un véritable bouleversement dans le fonctionnement des institutions en concentrant, selon ses détracteurs, toute la légitimité entre les mains du “monarque républicain” ayant reçu l’onction du peuple pour assurer la conduite du destin de la Nation. Dès lors, comment les électeurs pourraient-ils faire autrement que de placer dans leur leader des espoirs démesurés, a fortiori après une le florilège de promesses formulées durant la campagne présidentielle ?

Au-delà de la seule élection présidentielle, c’est notamment l’articulation entre les deux grandes activités qui structurent la carrière des politiques, soit la conquête et l’exercice du pouvoir, qui tend à entretenir un climat de défiance. Comme le souligne Pierre Rosanvallon : “Ce qu’on appelle la défiance vient principalement du décalage entre le langage du temps électoral, qui vise la séduction, exalte les possibles, et celui du temps gouvernemental, qui doit affronter les réalités et génère de la déception.”<sup>48</sup> L’activité politique professionnelle contient en elle une tension liée à la dualité de sa nature : conquête et préservation du pouvoir d’une part, exercice du pouvoir d’autre part. Si la démocratie exige, en théorie, que l’exercice du pouvoir au

---

<sup>46</sup> WAHNICH Sophie, *Une post-démocratie aux airs de prérévolution [en ligne]*, Libération, publié le 16 février 2016. Disponible sur : [http://www.liberation.fr/debats/2016/02/16/une-post-democratie-aux-airs-de-prerevolution\\_1433769](http://www.liberation.fr/debats/2016/02/16/une-post-democratie-aux-airs-de-prerevolution_1433769) (consulté le 22 septembre 2017)

<sup>47</sup> Jean-Luc Mélenchon et Edwy Plenel, par exemple, dénoncent régulièrement la “monarchie présidentielle” et appellent à une refondation institutionnelle et l’avènement d’une VIème République.

<sup>48</sup> ROSANVALLON Pierre, *op cit*

service de l'intérêt général doit primer sur toutes les autres considérations, la politique professionnelle exige de faire de la conquête et la conservation du pouvoir une priorité absolue.

#### b) Défiance et professionnalisation du personnel politique

Nos précédentes observations soulignent un paradoxe intéressant : alors que les techniques de communication et de marketing politiques ne cessent de se développer, la défiance envers le personnel politique continue de s'accroître. La professionnalisation de la communication politique aurait pourtant théoriquement dû s'accompagner d'une amélioration de l'image des femmes et des hommes politiques. A certains égards, la professionnalisation du personnel politique semble nécessaire : connaissance du fonctionnement de l'appareil étatique, de la fabrique de la loi, spécialisation sur une ou plusieurs thématiques de politique publique, nécessité de se consacrer pleinement à son mandat et de ne pas cumuler avec une activité privée pour éviter les conflits d'intérêts, etc. De nombreuses raisons peuvent justifier la nécessité d'une certaine professionnalisation de l'activité politique. Cependant, la professionnalisation porte en elle certaines dérives comme le clientélisme, l'uniformisation technocratique des discours et projets politiques, le primat des ambitions carriéristes et un certain enfermement de la classe politique régulièrement accusée d'être "déconnectée" de la vie réelle des citoyens. Comme le souligne Cécile Alduy : "professionnalisation de la communication politique (entraînements oratoires des candidats, influences des communicants, répétition d'éléments de la langage) et emprise des formes médiatiques où ils s'expriment tendent à réduire la parole des responsables politiques à des formes d'expression similaires, voire des formules ou des mesures proposées identiques. Pour de nombreux électeurs, l'impression dominante est celle d'un dialecte politicien qui s'autonomise"<sup>49</sup>. Cette standardisation des discours tend à renforcer l'idée que les

---

<sup>49</sup> ALDUY Cécile, *op cit.*, p.35

professionnels de la politique seraient finalement “tous les même”. Au delà des discours, la professionnalisation de la classe politique tend à faire converger les orientations idéologiques, et par conséquent les politiques publiques mises en place par les partis dits “de gouvernement”. En effet, ceux-ci manifestent des positions relativement proches sur bien des sujets : intégration européenne, inscription dans l'économie de marché, réduction de la dépense publique, renforcement de l'arsenal sécuritaire ou libéralisation du marché du travail et de l'économie semblent faire l'objet d'un relatif consensus et ne permettent plus de distinguer axiologiquement la “droite de gouvernement” de la “gauche de gouvernement”. Souvent formés dans les mêmes grandes écoles, les politiques professionnels puisent leurs collaborateurs dans les mêmes viviers, sont généralement issus des mêmes catégories sociales dites “supérieures”, etc. Cette proximité socio-économique et culturelle alimente une proximité idéologique et stylistique qui nourrit le sentiment d'indifférenciation et renforce, dans le contexte actuel de mécontentement, les candidats qui portent une voix singulière. C'est ainsi que les candidats les plus radicaux des primaires organisées par les “partis de gouvernement” ont été désignés pour représenter leur camp dans la compétition présidentielle et que trois candidats que l'on pourrait qualifier d'”outsiders” ont réuni chacun sur leur nom près de 20% de l'électorat<sup>50</sup>. Pour incarner la rupture tant désirée par l'opinion, il est frappant de constater que les candidats ont abondamment employé une formule suffisamment large pour être consensuelle mais également lourdement connotée selon celui qui la prononce : le système. Il s'agit donc de reconnaître et dénoncer l'existence d'un prétendu “système” pour apparaître comme une alternative à tous les dysfonctionnements démocratiques et excès oligarcho-corporatistes que l'électeur souhaite bien reconnaître dans ce mot valise.

---

<sup>50</sup> Il s'agit bien entendu d'Emmanuel Macron (24,01% des suffrages exprimés), de Marine Le Pen (21,30%) et de Jean-Mélenchon (19,58%)

### c) Le “système”, une formule politique ?

En communication politique, le “système” est une “formule” au sens de la linguiste spécialiste des discours politiques, médiatiques et institutionnels Alice Krieg-Planque. La formule dispose, selon la chercheuse, de caractéristiques identifiables : elle est « portée par une matérialité linguistique relativement stable », s’inscrit dans une dimension discursive : « la formule n’existe pas sans les usages qui la font advenir comme telle », fonctionne comme « référent social », « est un signe qui fonctionne pour tous à un moment donné » et revêt une dimension polémique<sup>51</sup>. Cette formule présente un avantage rhétorique en incarnant un ordre établi contesté par celui qui le dénonce, et politique car elle s’appuie sur “les usages sociaux qui la font advenir comme telle” pour générer du sens. Elle recouvre ainsi des réalités diverses selon la tradition ou les objectifs politiques de celui qui la prononce.

A la droite de l’échiquier politique, le système incarne généralement une élite intellectuelle dite “progressiste”, citadine, voire parisienne, diplômée et disposant de hauts revenus. Celle-ci imposerait le diktat de la « bien-pensance » en étant majoritaire parmi les médias. Ainsi, elle rendrait tabous les véritables sujets de préoccupation des français tels que l’identité nationale, la préservation du modèle familial traditionnel, l’autorité, la sécurité, la laïcité ou l’immigration. Ainsi, Nicolas Sarkozy a axé sa campagne de 2016 sur la dénonciation d’une “petite élite pour qui tout va bien, cette élite si puissante dans la sphère administrative et médiatique et si minoritaire dans le pays” alors qu’il se revendiquait le candidat de “la France de la vie réelle”, une France “regardée de haut”, “qui ne se sent plus représentée”, “se sent incomprise”, et même “maltraitée”<sup>52</sup>. En meeting dans l’Aveyron en mars 2017, la candidate du Front National, s’est présentée comme la seule candidate à oser parler de « ce qui intéresse les Français » et des « sujets qui dérangent ». Elle a appelé son auditoire à résister “ au système qui veut en même temps affaiblir notre maison et nous déposséder de notre liberté, de nos valeurs, de nos patrimoines

---

<sup>51</sup> KRIEG-PLANQUE Alice, *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique.*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, coll. Annales littéraires de l’université de Franche-Comté, 2009, p. 84-95.

<sup>52</sup> Nicolas Sarkozy, discours du 9 octobre 2016 au Zénith de Paris



matériels et immatériels.” Elle les intime ensuite : “Utilisez Internet pour vous informer ! C’est là que tout se sait, tout se dit, avec infiniment moins de censure, de contrôle, de propagande. » Le candidat victorieux de la primaire de la droite François Fillon en a étendu la portée. En affirmant son attachement “à la Famille, à l’Autorité de l’Etat”, sujets qui selon lui “font rire à l’intérieur du périphérique” mais sont “dans le cœur des Français”<sup>53</sup>, il s’inscrit ainsi dans une stratégie populiste classique qui consiste à opposer les Français à une prétendue élite parisienne sur les questions sociétales et morales. Il étend par ailleurs cette critique des élites à ceux qui s’opposent à la politique économique parfois qualifiée de “néolibérale” qu’il appelle de ses vœux sans la nommer. Répondant dans les colonnes du Figaro à Alain Juppé qui jugeait irréaliste de supprimer 500.000 postes de fonctionnaires, il dénonce une “caricature qui en dit long sur l’état d’esprit d’une partie des élites françaises, des experts qui veulent maintenir à tout prix un système qui génère chômage et dette”<sup>54</sup>.

A la gauche de l’échiquier politique, le système représente une élite économique, industrielle et financière, qui défendrait systématiquement ses intérêts par l’intermédiaire des médias dont elle est propriétaire. Parfois appelée « oligarchie » (Mélenchon), elle regrouperait les « chiens de garde » (Serge Halimi) du Capital au sein d’un cercle fermé se réunissant aux dîners du Siècle et dans les conseils d’administration des entreprises du CAC 40. C’est en détenant l’économie, et notamment les entreprises de presse, que celle-ci imposerait la reproduction de sa domination, sa vision du monde (libérale, pro-business, dérégulatrice). Cette vision s’inscrit dans l’héritage du marxisme et de la lutte des classes : une classe possédante ayant, selon la terminologie marxiste, une « conscience de classe en soi et pour soi ». En détenant le capitaux, celle-ci organiserait la captation de la richesse produite collectivement par les travailleurs (le prolétariat) dont la conscience de

---

<sup>53</sup> Voir annexe 3

<sup>54</sup> HUET Sophie et WAINTRAUB Judith, *François Fillon : « Je garde mon cap »* entretien avec François Fillon, Le Figaro.fr, publié le 23/11/2016. Disponible sur : [http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/primaires-droite/2016/11/23/35004-20161123ARTFIG00380-fillon-je-garde-mon-cap.php?redirect\\_premium](http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/primaires-droite/2016/11/23/35004-20161123ARTFIG00380-fillon-je-garde-mon-cap.php?redirect_premium) (consulté le 24 septembre 2017)

classe a été inhibée par le développement de la classe moyenne et des catégories intermédiaires, l'émergence des identités multiples de la postmodernité (ethniques, religieuses, sexuelles, territoriales) et la diffusion d'un discours libéral présenté comme dépourvu d'alternative. Ainsi, Jean-Luc Mélenchon distingue "l'oligarchie" du "peuple" auquel il propose de "reprendre le pouvoir" par la convocation d'une "assemblée constituante" tout en limitant la capacité d'accumulation de richesses des possédants par l'instauration d'un "salaire maximum" et une fiscalité plus redistributrice. Dans une interview au journal Le Monde du 24 août 2011, il considérait déjà que "tout le système" était "en crise" et proposait : "la création de quatorze tranches d'imposition (contre cinq aujourd'hui) et que la dernière tranche soit taxée à 100 %." Il poursuit : "Nous posons ainsi la règle qu'il y a une limite à l'accumulation. Cette dernière tranche toucherait les revenus de 360 000 euros annuels, c'est-à-dire 20 fois le revenu médian du pays et ne concernerait que 0,05 % des contribuables... Aucune société humaine ne peut vivre dignement si une partie de ses membres sont des prédateurs sans borne." Pour la gauche dite "radicale", la formule désigne donc le système économique capitaliste.

Au centre de l'échiquier politique - en l'occurrence dans le discours d'Emmanuel Macron - le système incarne le clivage gauche-droite, vision idéologique qui empêche le pragmatisme et la « convergence des bonnes volontés » pour assurer la reproduction d'une élite politique qui se partage le pouvoir au gré des alternances. Ce système serait alimenté par une classe politique bien consciente de ses intérêts avec la complicité des médias qui entretiennent la permanence de ce clivage désuet au détriment d'une action publique à l'efficacité optimale, en prise avec le réel plutôt que l'idéologie. Le 16 novembre 2016, à l'occasion de sa déclaration de candidature à l'élection présidentielle, Emmanuel Macron a ainsi déclaré : "J'ai pu mesurer, ces derniers mois, ce qu'il en coûte de refuser les règles obsolètes et claniques d'un système politique qui est devenu le principal obstacle à la transformation de notre pays". La dénonciation porte ici sur le système politique, et en particulier sur son caractère bipolaire.

En tant que formule rhétorique à dimension politique, le "système" présente donc l'avantage de dénoncer un dysfonctionnement structurel tout en désignant des adversaires politiques qui seraient responsables de sa persistance : les "bien-pensants" ou les "élites" pour la droite populiste, la "caste" ou "l'oligarchie" pour la

gauche populiste, les “conservateurs” qui n’ont pas eu “le courage” de faire “les réformes nécessaires” pour “préserver des intérêts partisans” pour Emmanuel Macron et ses soutiens. Ainsi, les candidats désignent une partie de la classe politique (leurs adversaires) tout en se présentant comme exempts de responsabilité et même détenteurs de solutions pour rompre avec un “système” néfaste. Cependant, incarner cette promesse de rupture exige une évolution de la pratique politique qui exige de s’affranchir de certains objets signifiants de l’activité politique traditionnelle.

Avant de nous intéresser à la stratégie déployée par les candidats, revenons sur nos observations précédentes. Nous avons mis en perspective la crise de confiance qui touche la classe politique avec l’émergence d’un phénomène similaire à l’encontre de la classe médiatique et avons souligné comment les interactions entre ces deux groupes sociaux renforcent les dynamiques de dépréciation de leur image. En effet, la poursuite de leurs intérêts mutuels, guidée non plus par une logique de subordination comme au temps de l’ORTF mais par une logique communicationnelle et marketing a progressivement révélé ses effets pervers. De cette convergence d’intérêts élitistes a résulté un certain malaise démocratique dans l’esprit des citoyens exposés au spectacle de faux-semblants et d’amitiés secrètes qui se nouent manifestement à leur détriment. C’est ce qu’a dévoilé l’ancien journaliste politique Daniel Carton dans son livre « Bien entendu... c’est off »<sup>55</sup>, récit des connivences intéressées et des petits services rendus entre politiques et journalistes ayant scellé l’alliance de la « France d’en haut » contre la « France d’en bas », maintenue dans le secret de ce qui se chuchote en « off » au cours de voyages de presse, échanges de textos et universités d’été des partis politiques<sup>56</sup>, quand ce n’est dans un cadre plus intime encore. Cette connivence entre deux groupes sociaux supposés distincts a fait émerger la notion de « classe politico-médiatique ». C’est probablement ce qui explique que le rejet concomitant des politiques et des médias par l’opinion et la progression des discours populistes sur lesquels nous

---

<sup>55</sup> CARTON Daniel, « *Bien entendu... c’est off* », Albin Michel, 2003

<sup>56</sup> CHARAUDEAU Patrick, *Petit traité de politique à l’usage du citoyen*, Vuibert, 2008

reviendrons. Par ailleurs, le spectacle de la conflictualité des rapports entre journalistes et politiques qui a caractérisé la période électorale étudiée n'est probablement pas étrangère à ce constat. Cette alliance tacite et opportuniste qui s'est nouée au début des années 1980 a bouleversé la nature des activités politique et médiatique au détriment des fonctions qu'elles sont supposées remplir dans l'organisation de la vie collective. En cela, la crise de *la politique (Politikè)*, soit la gestion effective de la vie collective par nos représentants, tend à interroger ce qui constitue aujourd'hui *le politique (Politeia)*, soit les principes et valeurs qui fondent l'organisation de la vie collective.

C'est au regard de cette situation initiale structurante que nous allons maintenant analyser les stratégies des principaux acteurs de la période électorale 2016-2017. Nous chercherons à y déceler les traits communs permettant de mettre à jour une cohérence globale dans le jeu politique des différents acteurs dont les orientations ont dû être déterminées par le contexte particulier que nous venons de décrire.

## **II. La stratégie du contournement : opportunisme et nouvelle donne politique**

Dans le contexte de rejet massif de la classe politique que nous venons d'étudier, chaque candidat se doit d'incarner une forme de rupture afin de susciter l'enthousiasme d'électeurs manifestement désenchantés. Pour ce faire, ils rencontreront une difficulté majeure : chaque présidentiable de la pré-campagne qui débute avec l'année 2016 appartient depuis des années pour certains, des décennies pour d'autres, à la classe politique professionnelle qui subit le rejet des Français. Nous retrouvons ainsi deux anciens présidents de la république (Nicolas Sarkozy et François Hollande), trois anciens premiers ministres (Manuel Valls, Alain Juppé et François Fillon), cinq anciens ministres (Benoît Hamon, Emmanuel Macron, Arnaud Montebourg, Jean-Luc Mélenchon et Bruno Le Maire). Seule Marine Le Pen n'avait jamais participé au pouvoir exécutif national tandis qu'Emmanuel Macron bénéficiait d'un certain aura de nouveauté puisque le grand public ne l'avait découvert qu'en 2014 à l'occasion de sa nomination à la tête du ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique. Abondamment commentée, la crise de confiance n'a pu échapper à ces candidats qui ont dû définir leurs orientations stratégiques à la lumière de ce rejet de la classe politique. Nous allons donc nous efforcer d'analyser les tendances stratégiques de fond qui ont marqué les campagnes électorales de candidats contraints par un contexte particulièrement hostile.

### **1) Le contournement des structures partisanes**

Nous avons étudié la crise de participation et de légitimité que traversent les partis politiques. Cette crise a, semble-t-il, réhabilité la vision gaullienne du personnage politique "au-dessus des partis", qui se désintéresse des jeux partisanes pour rassembler le peuple Français. Cet idéal-type du candidat apartisan demeure cependant une vue de l'esprit puisque toute campagne électorale efficace implique un appareil à son service pour assurer son organisation et son financement. La

tentation de s'affranchir des structures partisans (ou du moins d'en donner la sensation) peut être grande pour des candidats qui souhaitent s'afficher en rupture avec le système politique traditionnel. Pour leur part, les partis traditionnels ont misé sur les élections primaires ouvertes pour relancer une dynamique favorable en amont de la campagne présidentielle, mais avaient-ils vraiment le choix ?

#### a) Elections primaires : le "baroud d'honneur" des partis traditionnels ?

En plus de leur affaiblissement culturel et militant, les deux grands partis de l'alternance ont abordé l'élection présidentielle de 2017 dans une situation de crise de leadership. En effet, aucune personnalité ne semblait s'imposer naturellement au sein de l'opinion publique comme de l'appareil partisan pour représenter leur camp dans la course à la fonction suprême.

Nous pouvons estimer que cette crise a débuté en 2002 pour le Parti Socialiste avec le retrait de Lionel Jospin de la vie politique suite à son élimination à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle au bénéfice de l'extrême droite représentée par Jean-Marie Le Pen. Le référendum sur la constitution européenne de 2005 a par la suite profondément fracturé le camp social-démocrate tandis que Ségolène Royal, la candidate issue de la primaire interne de 2006 a dû affronter une véritable fronde de l'appareil "socialiste". Si la victoire de François Hollande à la "primaire citoyenne" de 2011 puis à l'élection présidentielle de 2012 a temporairement arbitré cette question, celui-ci s'est vu contesté par une partie de sa majorité dès les premiers mois de son mandat avant de subir le désaveu de l'opinion et de renoncer à se présenter à sa propre succession.

A droite, la défaite de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2012 a laissé le camp conservateur sans représentant naturel, notamment après la séquence désastreuse de l'affrontement entre François Fillon et Jean-François Copé pour la présidence de l'UMP l'année suivante. Cette dernière a offert aux Français le spectacle d'une droite qui se déchire sur fond d'accusations de fraude électorale avec deux candidats annonçant officiellement leur victoire et pour conclusion la nomination en 2014 par le bureau politique d'un "triumvirat" provisoire composé d'anciens premiers ministres, démontrant l'incapacité du parti à organiser des

élections internes de manière régulière. Si Nicolas Sarkozy est parvenu à reprendre la tête du parti en 2015, sa précédente défaite conjugée à son image jugée clivante et aux ambitions d'autres personnalités de la droite l'ont contraint à se plier à l'organisation d'une primaire ouverte pour légitimer sa candidature.

Ainsi, les deux principales structures partisans du paysage politique français ont été contraint d'organiser une élection primaire pour désigner leur candidat. Au-delà de l'absence d'alternative, cette option a été perçue par les deux camps comme une opportunité de faire émerger des idées neuves, de retrouver une unité par le verdict des électeurs et de s'assurer une abondante couverture médiatique devant impulser une dynamique nouvelle à quelques mois du scrutin. La jurisprudence de la "primaire citoyenne" de 2011 était alors dans tous les esprits. Loin de l'effet escompté, les élections primaire ont finalement affaibli encore davantage les deux formations. Il y a plusieurs raisons à cela. Premièrement, les élections primaires apparaissent comme un symptôme du discrédit qui frappe les grands partis car elles démontrent leur incapacité, voire leur illégitimité, à investir un candidat en interne. En l'absence d'effectifs militants suffisant, ceux-ci ont donc été contraints d'avoir recours à une légitimation externe avec l'organisation de primaires ouvertes. A cela il faut ajouter la dépossession de la prérogative sur l'élaboration du programme, traditionnellement réservée à l'appareil, qui permet notamment d'arbitrer un projet présidentiel fait de consensus avant la bataille électorale. Puisque les candidats aux primaires s'affrontent avec un projet préétabli, ce sont les électeurs qui imposent à l'appareil un programme qui n'a pas nécessairement la vertu de rassembler les sensibilités, loin s'en faut. Si les primaires ouvertes devaient permettre de contourner la crise du système partisan, elles l'ont en réalité renforcée en dépossédant les partis politiques d'au moins deux prérogatives essentielles : la sélection du candidat et l'élaboration du programme.

Par ailleurs, la profonde volonté de rupture de l'électorat et la lassitude face au sentiment d'équivalence entre les deux partis de l'alternance ont conduit les électeurs de gauche comme de droite à désigner les candidats les plus radicaux de leur camp. En l'absence de point d'équilibre, cette "prime à la radicalité" a rendu impossible le rassemblement tant espéré tout en bénéficiant en "outsiders". En déplaçant le curseur des deux partis "de gouvernement" aux extrêmes de l'axe gauche-droite, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen sont apparus moins radicaux

tandis qu'un immense espace politique s'est ouvert au bénéfice d'Emmanuel Macron, lui permettant de capter les électorats les plus modérés du Parti Socialiste et de Les Républicains. La crise de confiance a ainsi conduit les deux partis de l'alternance à s'enfermer dans leur propre piège en leur imposant la tenue d'élections primaires ayant exclusivement bénéficié aux outsiders, facilitant ainsi leur ascension et accélérant la recomposition politique que les premiers espéraient éviter pour conserver leur position hégémonique.

#### b) Le retour de la vision gaullienne du candidat au-dessus des partis

Par nécessité d'incarner un renouvellement des pratiques politiques, les candidats ont mis en place des stratégies de contournement des structures partisanes qui ne sont pas sans rappeler la vision gaullienne du candidat "au-dessus des partis" et d'une élection présidentielle qui serait "la rencontre d'un homme et d'un peuple". Le 10 février 2016, Jean-Luc Mélenchon "propose (sa) candidature pour l'élection présidentielle" au 20h de TF1 afin de "représenter la France insoumise et fière de l'être" sans avoir averti ses "camarades" du Front de Gauche, la coalition de partis politiques qu'il a contribué à créer en 2009. Il précise qu'il s'agit d'une initiative "hors cadre de partis" ajoutant que "c'est le peuple qui va en disposer. Je ne demande la permission à personne." Il annonce également la création d'une "mouvement citoyen", La France Insoumise. Jean-Luc Mélenchon ne sera donc pas le représentant du Front de Gauche à l'élection présidentielle, ni même celui du Parti de Gauche qu'il a créé en 2008 en quittant le Parti Socialiste. Alors que son principal allié, le Parti Communiste Français, était plutôt favorable à une candidature qui s'inscrive dans le cadre de la primaire de la gauche, sa déclaration a suscité un vif débat dans les rangs du PCF dont les militants ont finalement choisi à une courte majorité de soutenir sa candidature contre l'avis de la direction. Ainsi, le candidat "hors parti" qui "propose" sa candidature au peuple Français sera soutenu par différents partis (Le Parti de Gauche, le PCF, Ensemble) sans en être le candidat tout en gardant le contrôle de sa campagne grâce à la création de son "mouvement citoyen". Dès lors le candidat Mélenchon cessera de se référer à "la gauche", lui préférant "le peuple" qui présente l'avantage incontestable d'être plus inclusif.



Lors de son premier grand meeting de candidat le 4 février 2017 à Lyon, Emmanuel Macron, candidat hors parti, a multiplié les références au général de Gaulle pour mieux s'inscrire dans sa tradition politique. "Mais les clivages, dans les moments historiques sont-ils indépassables ?" s'interroge-t-il avant de vanter "la volonté de rassemblement" qui s'inscrit dans "les gènes des gaullistes". A l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, Marine Le Pen, pourtant issue du parti historiquement antigauilliste par excellence, a déclaré dans un accent très gaullien le 25 avril 2017 sur TF1 : "Je ne suis pas la candidate du Front national. Je suis la candidate soutenue par le Front national. Cette élection présidentielle, c'est la rencontre d'une personnalité avec le peuple (...) en dehors des considérations partisans". La veille de cette déclaration, elle avait annoncé se mettre "en congé" de la présidence du parti d'extrême droite. Ces références plus ou moins explicites à la vision gaullienne d'une candidature "hors parti" qui serait une rencontre directe avec le peuple Français offrent une justification historique et politique à un contournement du système partisan.

Autre signe de ce contournement, la disparition sémiotique des partis politiques sur les supports de campagne illustre cette volonté d'apparaître comme un candidat hors parti. Ainsi, les affiches de campagne des cinq candidats arrivés en tête à l'élection présidentielle ont vu la disparition des logos des partis politiques<sup>57</sup>. Ce phénomène, déjà observé sur les affiches de campagne de Nicolas Sarkozy, François Hollande et Marine Le Pen en 2012 répond à la nécessité d'apparaître comme le candidat "de tous les Français" plutôt que celui d'un parti afin d'élargir au maximum sa base électorale. Cependant, la campagne présidentielle de 2017 a cela de particulier que deux des cinq candidats arrivés en tête avaient mené une campagne "hors parti" appuyée sur un "mouvement".

---

<sup>57</sup> Voir annexe 4

c) Du “parti” au “mouvement” politique, une distinction essentiellement sémantique ?

Face à un système partisan désinvesti, perçu comme boutique, rigide, désuet et inefficace<sup>58</sup>, l’emploi du substantif “mouvement” est venu se substituer à celui de “parti” pour désigner les formations politiques nouvellement créées pour porter les candidatures des candidats Macron et Mélenchon, soit En Marche ! et La France Insoumise. Le Front National a également adopté le terme pour parler de lui-même tandis que Les Républicains usent depuis plusieurs années de la paraphrase “famille politique” pour éviter l’emploi du terme incriminé. Pour cause, selon un sondage Harris Interactive pour La Chaine Parlementaire d’avril 2016, les Français associent spontanément les partis politiques au mensonge<sup>59</sup>. Si les “partis” sont perçus comme une incarnation archaïque, bureaucratique et rigide du système politique dominé par le PS et LR, le mot “mouvement” est supposé évoquer une dynamique de changement et une structure plus souple, mue par sa base plutôt que ses cadres. L’organisation en réseau fondée sur des “comités locaux” se substitue à la forme pyramidale, l’autonomie est encouragée et l’absence de hiérarchie donne un sentiment d’horizontalité. « Pour la nouvelle génération, avec la transformation des modes de communication, la forme parti politique, hiérarchisée, disciplinée, n’est plus adaptée, observe Florence Haegel, professeure à l’Institut d’Études Politiques de Paris. Dans les années 1990, cette évolution s’est traduite par l’essor des think tanks. Chacun voulait son club de réflexion. Aujourd’hui, il s’agit d’avoir son club de mobilisation. »<sup>60</sup>

---

<sup>58</sup> Sondage Odoxa pour Le Parisien Aujourd’hui en France, op cit

<sup>59</sup> Cité par JOIGNOT Frédéric. *La fin des partis traditionnels, histoire d’un chamboulement citoyen [en ligne]*, Le Monde. Publié le 27/04/2017. Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/04/27/la-fin-des-partis-traditionnels-histoire-d-un-chamboulement-citoyen\\_5118919\\_4854003.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/04/27/la-fin-des-partis-traditionnels-histoire-d-un-chamboulement-citoyen_5118919_4854003.html) (consulté le 14 septembre 2017)

<sup>60</sup> Citée par ROGER Patrick, *La République en marche et La France insoumise, mouvements de haut en bas*. La Matinale du Monde. Publié le 16/09/2017

Par ailleurs, la participation à un parti politique implique adhésion et cotisation quand la tendance en matière de mobilisation politique semble aujourd'hui se caractériser par une implication ponctuelle et peu engageante. C'est l'une des différences structurelles notables entre les "mouvements" des candidats Macron et Mélenchon et les partis traditionnels : il suffit d'un clic sur les sites internet d'En Marche ! ou de La France Insoumise pour être intégré à la base de donnée du mouvement, recevoir ses actualités, être sollicité pour participer à des actions ponctuelles mais surtout, être comptabilisé officiellement parmi ses soutiens, sans avoir à s'acquitter d'une cotisation. A l'heure où les partis politiques traditionnels subissent une perte massive d'adhérents, En Marche ! et La France Insoumise peuvent ainsi revendiquer une base bien plus importante que le Parti Socialiste et Les Républicains et instaurer un rapport de force favorable en se présentant comme les premières forces politiques du pays. Selon les derniers décomptes publiés par les formations politiques en septembre 2017, le Parti Socialiste revendique 120.000 adhérents et Les Républicains 235.000 contre 380.000 pour En Marche ! et 540.000 pour La France Insoumise. Les "mouvements" offrent donc les mêmes avantages logistiques et financiers que les partis politiques tout en se montrant plus attractifs pour capter une base gonflée par une procédure d'inscription gratuite qui ne requiert qu'une adresse e-mail permettant d'afficher un poids politique en apparence très important.

Mais la véritable innovation de ces "mouvements" vis à vis des partis politiques réside ailleurs. Le 7 septembre 2017, dans son discours d'ouverture du colloque "2017, la révolution de velours ?", l'historien Pierre Rosanvallon analyse ainsi la nature de ces "mouvements" : *« Aujourd'hui , dans ce qu'on appelle les mouvements politiques, par opposition aux partis, on va du haut vers le bas. C'est une personne qui propose à la société de s'identifier à elle. L'offre politique détermine la demande, alors qu'avant la demande était censée gouverner l'offre »*. En termes économiques, les "mouvements" politiques reposent sur la "loi de Say", du nom de l'économiste classique Jean-Baptiste Say, qui postule que "l'offre crée sa propre demande". Affranchis de toutes strates intermédiaires et de démocratie interne, les candidats à la tête de "mouvements" sont libres de leurs orientations politiques et stratégiques et ne peuvent, par définition, souffrir de la contestation d'une base invisibilisée et peu engagée. Si En Marche ! et La France Insoumise ont recueilli des milliers de contributions sur leur site internet pour pouvoir présenter leur programme comme

“collaboratif”, c’est à dire issu de la base et à ce titre d’autant plus légitime que ceux des candidats des partis traditionnels rédigés par un cercle restreint, leur emprise totale sur le traitement des contributions fait de cette outil une gigantesque boîte à idée dépourvue de caractère contraignant. Le fondateur du mouvement disposant seul de la légitimité et donc de l’autorité, il peut nommer les référents locaux parmi ses fidèles et s’assurer une emprise totale sur un appareil pourtant présenté comme horizontal et collaboratif. Par ailleurs, en étant au service d’une personnalité plutôt que d’un programme connu à l’avance, ces mouvements renforcent significativement la personnalisation de la vie politique, avec un candidat victorieux qui a même fait coïncider les initiales de son mouvements avec celles de son propre nom. C’est ce que nous appellerons le “paradoxe du gaullisme horizontal” qui se caractérise par un leadership très personnalisé et centralisé, porté par une large base, souple, peu structurée, facilement mobilisable et dépourvue de forces internes de délibération et de contestation. En cela, les “mouvements” politiques tels que En Marche ! et La France Insoumise incarnent une nouvelle idéologie de la démocratie “crowdsourcée” et hyper personnalisée qui s’oppose à la démocratie délibérative tout en prenant l’apparence d’une démocratie participative. Ce contournement des structures partisans traditionnelles permet aux candidats de garder un contrôle maximal sur leur appareil en neutralisant les voix discordantes et offre une très forte légitimité en cas d’adhésion du public par l’accumulation de soutiens. Ce système semble bien plus efficace que l’organisation d’une élection primaire pour légitimer un candidat et entraîner des soutiens. En effet, si elles sont supposées faire émerger un candidat légitime au leadership incontesté en interne, les élections primaires du PS comme de LR ont démontré que les divergences de lignes politiques et les inimitiés entre cadres peuvent mener à des contestations internes importantes. Ainsi, nombre de cadres du Parti Socialiste ont annoncé leur soutien à Emmanuel Macron malgré la légitimité de Benoît Hamon, leur candidat officiel, qui était sorti largement vainqueur du scrutin primaire. François Fillon, également vainqueur incontesté de la primaire organisée par sa famille politique a dû affronter très rapidement après sa victoire des injonctions insistantes par médias interposés de cadres tels que Bernard Accoyer ou Christian Estrosi demandant une “inflexion” du programme présidentiel jugé antisocial. Ainsi, les deux candidats ont été contraints par des forces de contestation internes, malgré une légitimité supposée totale, de réviser leur programme pour

rassembler leur parti, alimentant la chronique des “reculades”. Certaines mesures emblématiques telles que la hausse de la TVA et la réforme de la sécurité sociale de François Fillon ou le revenu universel d’existence de Benoît Hamon ont dû être amendés, donnant à voir au grand public une fronde de l’appareil, un déficit de leadership du candidat et une trahison des électeurs de l’élection primaire.

Ainsi, le contournement des structures partisanes offre des avantages significatifs aux candidats : il permet d’incarner un renouveau des pratiques politiques en se désolidarisant de partis démonétisés aux yeux des Français, produit l’illusion d’un “mouvement” issu d’une large base légitimant la candidature et le programme politique prétendument “co-construit” avec les Français et permet de garder un contrôle total sur la campagne en neutralisant les voix dissidentes. Ces observations semblent valider partiellement nos deux premières hypothèses. Notre première hypothèse postulait que « le contexte politique des années électorales 2016-2017 a incité les candidats à adopter des stratégies de contournement des objets signifiants de l’activité politique traditionnels que sont principalement les structures partisanes, les médias “conventionnels” et le clivage politique traditionnel » ce que nous venons de démontrer concernant les structures partisanes, en particulier dans les campagnes d’Emmanuel Macron et de Jean-Luc Mélenchon.

Notre seconde hypothèse supposait que « si la stratégie du contournement prend parfois des formes qui se veulent horizontales et collaboratives, elle s’inscrit toutefois dans une logique gaullienne qui renforce la personnalisation et la concentration du pouvoir ». Dans le cadre du contournement des structures partisanes, nous venons de voir que nous pouvions en effet considérer cette hypothèse comme juste.

Afin de conserver un contrôle maximal, il convient de neutraliser également la contradiction externe qui s’exprime à travers les médias “conventionnels” eux même sujets à la désaffection de l’opinion.

## 2) Le contournement des médias “conventionnels”

Jusqu’il y a peu, les politiques étaient entièrement tributaires des médias “conventionnels” pour s’adresser aux électeurs en cela qu’ils représentaient le seul accès à une large audience. Avec le développement des nouvelles technologies de l’information et de la communication, les candidats peuvent créer leurs propres contenus médiatiques et s’adresser directement aux électeurs sans avoir à subir une médiation journalistique qui peut leur être défavorable. En s’affranchissant des règles du jeu imposées par les supports médiatiques traditionnels, les candidats ont tout le loisir de dérouler leurs messages sans être coupés, contredits ou recadrés par les journalistes politiques.

### a) L’investissement d’espaces médiatiques apolitiques ou alternatifs.

Comme nous l’avons vu précédemment, l’investissement d’émissions de divertissement par le personnel politique dans les années 1990 visait à répondre à l’impératif de toucher un plus large public que celui qui consomme des programmes purement politiques. En ayant un intérêt pour la chose publique, ce dernier a par ailleurs plus de chance d’avoir des opinions plus arrêtées ce qui réduit la possibilité de le convaincre. En se rendant dans des émissions apolitiques, les personnalités politiques doivent se conformer aux codes de ce type de programme et répondre aux attentes de leur audience spécifique. Ainsi, la communication politique sur ces supports vise davantage à mettre en scène sa personnalité dans un registre émotionnel pour se distinguer de ses concurrents, accroître sa notoriété et s’attirer la sympathie d’électeurs potentiellement peu politisés que de présenter un projet politique. Cette démarche relève de la personnalisation de la vie publique et vise à quitter le registre argumentatif au risque de délaisser la qualité du débat démocratique. Le paroxysme de cette pratique réside dans la mise en scène de la vie privée dans la presse people à l’instar des couples Sarkozy ou Macron qui ont

abondamment joué le jeu de la communication “peopolitique” pour toucher une cible plus sensible à l’image et à la personnalité qu’à telle ou telle option politique<sup>61</sup>.

Les années électorales 2016-2017 ont été le théâtre d’une peopolisation particulièrement forte des candidats, notamment au travers du succès de l’émission de Karine Lemarchand “Une Ambition Intime” au cours de laquelle les candidats étaient invités à se livrer à des confessions sur leur parcours personnel et leur vie privée dans un décor feutré. Ainsi, 8 candidats déclarés ou supposés ont accepté de se confier dans cette émission soit Nicolas Sarkozy, Arnaud Montebourg, Marine Le Pen, François Bayrou, Jean-Luc Mélenchon, François Fillon, Alain Juppé et Bruno Lemaire qui a même versé quelques larmes au moment d’évoquer son épouse. Cette émission a fait l’objet de nombreuses critiques, notamment pour avoir reçu la candidate du Front National, faisant ainsi le jeu de sa stratégie de dédramatisation, ou pour entraîner le débat public dans un pathos et un voyeurisme jugé de mauvais goût par certains observateurs. Le 10 octobre 2016 sur LCI, Renaud Dély, le directeur de la publication de l’hebdomadaire Marianne a par exemple dénoncé la “dérive peopolitique” que représentait ce programme, arguant qu’à terme, ce type de contenus donnera “l’impression aux français d’être gouvernés par des stars de télé-réalité”. En créant un sentiment de proximité entre les candidats et les téléspectateurs-électeurs, cette émission représente une opportunité pour les politiques, souvent jugés trop technocrates et loin des Français, de corriger leur image et s’humaniser, au risque de reléguer les orientations politiques au second plan dans la détermination du choix d’un certain nombre d’électeurs. Ses défenseurs répondent qu’au contraire, nombre de citoyens ont déserté les émissions politiques comme les bureaux de vote, faisant de ce type de programmes le seul moyen de s’adresser à eux et ainsi raviver leur intérêt pour la chose publique. Cette stratégie vise avant tout à aller chercher l’électeur là où il se trouve et peut se décliner segment par segment de l’électorat dans une logique marketing de micro-ciblage visant à délivrer des messages spécialement calibrés pour telle ou telle audience. C’est la stratégie qu’avait commencé à mettre en place François Hollande avant de

---

<sup>61</sup> Voir annexe 5

renoncer à se représenter devant les Français. Ainsi, le 5 juin 2016, à quelques jours de l'Euro de football, le Président de la République se rend dans l'émission sportive "l'Œil du Tigre" sur France Inter pour délivrer des messages politiques sous forme de métaphores sportives. Deux mois auparavant, il se déclarait "féministe" dans une interview au magazine féminin Elle, partageant sa conviction que "Le partage des tâches est une condition du bonheur familial" et répondait aux questions des journalistes sur sa garde-robe de Président. Le 2 septembre 2016, c'est Jean-Luc Mélenchon qui confiait à Gala son "astuce minceur" en vantant les mérites de sa salade de quinoa qui l'aidait à retrouver la forme tout en "réduisant son apport en protéines carnées", thématique alimentaire qu'il a portée durant la campagne présidentielle. En participant à ce type de programmes, les candidats évitent la confrontation avec les journalistes politiques qui tentent généralement d'axer leur interview sur des thématiques d'actualité qui ne correspondent pas nécessairement aux thématiques qu'ils souhaitent mettre en avant. Si les politiques ne peuvent se passer complètement des médias traditionnels, les possibilités qui leurs sont offertes par les nouvelles technologies de se constituer eux même comme un média leur ouvrent de nouvelles perspectives de contournement qui peuvent s'avérer très avantageuses.

#### b) La stratégie du candidat-média : le cas d'école de Jean-Luc Mélenchon

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication prennent une place toujours plus importante dans les campagnes électorales des candidats. En effet, les réseaux sociaux comme Facebook, Twitter ou Youtube leur permettent de toucher directement une très large audience sans avoir directement recours aux médias traditionnels qui relaient par ailleurs les messages diffusés par les politiques sur les réseaux sociaux. Celui qui a su le mieux utiliser ces nouveaux outils de campagne est sans aucun doute Jean-Luc Mélenchon qui a tiré parti du retour de la "gauchosphère" sur le web social au printemps 2016 avec la mobilisation contre la réforme du code du travail introduite par la loi dite "El Khomri". Largement relayée sur les réseaux sociaux, cette mobilisation a permis à un certain nombre de youtubeurs d'émerger tel que "Ludo" et sa chaîne "Osons Causer" qui commente



l'actualité et lui donne une lecture politique avec un discours très accessible. Avec d'autres chaînes Youtube comme "Le Stagirite" ou "Bonjour Tristesse", ils ont lancé le hashtag #OnVautMieuxQueCa pour fédérer l'opposition à la réforme et produit de nombreuses vidéos qui ont connu un retentissement important. Alors que le web social était devenu un espace politiquement dominé par ce qu'on appelle la "fachosphère", soit les militants d'extrême droite qui utilisent le web pour relayer massivement une information "alternative", l'année 2016 a vu le retour d'un militantisme de gauche sur le réseaux sociaux, instaurant un terrain favorable à Jean-Luc Mélenchon au moment où celui-ci créait sa chaîne Youtube.

Considérant les médias traditionnels comme hostiles, il a lancé en février 2016 sur sa chaîne Youtube la web-émission "Pas vu à la télé", inspirée de la "Tuerka", émission phare du mouvement Podemos en Espagne. Dans celle-ci, le candidat de La France Insoumise se faisait le présentateur d'un talk-show politique où il recevait un invité pour une heure d'entretien pour mettre à l'honneur «des personnalités et des sujets qui n'ont traditionnellement pas d'espace dans les grands médias audiovisuels». Fidèle à la tradition de la "bataille culturelle" et de la critique des médias, Jean-Luc Mélenchon s'affirme comme un émetteur médiatique alternatif. Plus tard, il lance une émission hebdomadaire, "La revue de la semaine" dans laquelle il commente l'actualité et réponds aux questions des internautes ou encore "Esprit de campagne", émission visant à immerger les internautes dans la campagne avec un plateau digne d'un programme de télévision. Ces émissions feront le succès du candidat dont la chaîne passe de 20.000 abonnés en août 2016 à plus de 200.000 en avril 2017 et plus de 350.000 en septembre 2017, devenant ainsi de très loin la première chaîne politique française sur YouTube. En investissant beaucoup d'énergie dans le développement de sa chaîne YouTube, le candidat est parvenu à se constituer une solide audience, avec des vidéos qui atteignent bien souvent les 200.000 vues, tout en conservant un contrôle total sur le contenu diffusé et en s'assurant un relai des médias traditionnels de ses principales déclarations ou prises de positions. Par ailleurs, ces derniers ont largement contribué à ce succès en faisant une promotion assez directe de la chaîne du candidat dont le nombre croissant d'abonnés représentait pour eux un "phénomène". L'un des temps forts de la campagne de Jean-Luc Mélenchon s'est déroulé le 19 février 2017 sur YouTube avec une émission de plus de cinq heures consacrée au cadrage budgétaire de son

programme présidentiel, tourné dans un véritable studio de télévision loué pour l'occasion, avec des experts et animateurs en plateau et même un public. Sans chercher à discuter l'honnêteté de cette démarche, nous devons reconnaître qu'il s'agit d'un formidable "coup de com" car cette émission - pour l'essentiel dépourvue de contradicteur jusqu'à l'intervention de 4 journalistes économiques qui ont pu interroger le candidat pendant la dernière demi-heure - a permis d'évacuer les critiques récurrentes sur le caractère prétendument "utopiste" d'un programme "infinançable" tout en renforçant significativement l'ethos de crédibilité du candidat. En effet, détailler un chiffrage économique, point par point, pendant plus de cinq heures renforce l'idée d'un programme très travaillé et approfondi. Cette émission a généré plus de 460.000 vues, 25.000 "likes" et 3000 commentaires uniquement sur YouTube. Cette percée de Jean-Luc Mélenchon sur la célèbre plateforme de vidéos en ligne a été rendu possible par l'adoption des codes du web. Ainsi, le candidat ouvrait ses "revues de la semaine" par un "Salut les gens", les encourageait à "lâcher un pouce bleu" et à "partager cette vidéo", utilisait un cadre classique des youtubers, etc. Au-delà des seules vues, c'est l'engagement massif que généraient ses vidéos qui mérite l'attention. Par exemple, la "Revue de la semaine" n°23 publiée le 30 mars 2017 a généré près de 300.000 vues, 32.000 "likes" (soit un taux de plus de 10%) et plus de 2800 commentaires. Le succès de cette stratégie de "candidat média" à la philosophie très gramscienne<sup>62</sup> a encouragé sa formation politique, sous l'impulsion de sa directrice de la communication Sophia Chikirou, à annoncer en septembre 2017 la création d'un véritable média sous la forme d'une web TV intitulée "Le Média".

Ce contournement des médias traditionnels par la constitution d'un véritable média de campagne offre ainsi de nombreux avantages : une communication parfaitement maîtrisée (choix des thématiques, du montage, des invités), un rapport direct avec son audience, une attractivité notamment liée à la désaffection qui frappe les médias traditionnels, la possibilité de prendre du temps pour parler de fond et surtout, le contournement des questions des journalistes.

---

<sup>62</sup> Du nom du philosophe et écrivain italien Antonio Gramsci qui a théorisé la stratégie de "l'hégémonie culturelle"

Au-delà du seul Jean-Luc Mélenchon, tous les candidats ont utilisé les réseaux sociaux pour diffuser leur propre contenu médiatique, souvent en direct, notamment grâce à la fonctionnalité “live” du réseau social Facebook. Le question-réponse “face caméra” en direct avec les internautes permet d’afficher une communication “authentique”, “sans filtre”, en prise directe avec les préoccupations des Français plutôt que des journalistes. Cette utilisation des réseaux sociaux comme outil de diffusion de contenus médiatiques a par ailleurs donné lieu à un événement inédit. Le 26 avril 2017, le candidat Macron, qualifié pour le second tour face à Marine Le Pen, rencontre à la Chambre de Commerce et d’Industrie les représentants syndicaux de l’usine Whirlpool d’Amiens touchée par un plan social et à ce titre érigée en symbole de la désindustrialisation qui touche le pays. Profitant de l’attention médiatique, Marine Le Pen se rend sur le parking de l’usine pour rencontrer les ouvriers menacés de licenciement, prend des photos avec eux et reçoit un accueil assez chaleureux, le tout devant les caméras des chaînes d’informations. Ce “coup” lui a permis d’apparaître comme “la candidate du peuple” comme elle aimait se revendiquer en se montrant avec les “perdants de la mondialisation” quand Emmanuel Macron apparaissait en pleine discussion dans une belle salle pleine d’hommes en costume, loin de “ceux qui souffrent”. Le contraste est saisissant et le candidat d’En Marche ! est alors contraint de se rendre sur le parking pour rencontrer lui aussi les salariés survoltés après le passage de Marine Le Pen et de ses militants. Les caméras de sa campagne diffusent alors en direct sur la page Facebook du candidat la confrontation avec les salariés, tout comme le font les caméras des chaînes d’information en continu. Puis le candidat s’isole loin de la cohue avec certains salariés, les journalistes présents ne peuvent donc plus capter les échanges, conduisant les chaînes d’information à diffuser en direct à la télévision les images issues du Facebook live du candidat, une première. Cette interconnexion entre les médias traditionnels et les nouveaux médias sur le web social a été l’une des caractéristiques originales des années électorales 2016-2017 qui a vu les contenus issus des seconds *remédiatisés* par les premiers, bouleversant ainsi l’équilibre du rapport de force entre les politiques et les journalistes.

Ces observations nous permettent de progresser dans la validation de nos deux premières hypothèses. Pour rappel, notre première hypothèse postulait que : « le contexte politique des années électorales 2016-2017 a incité les candidats à adopter des stratégies de contournement des objets signifiants de l'activité politique traditionnels que sont principalement les structures partisans, les médias "conventionnels" et le clivage politique traditionnel ». Après les structures partisans, nous venons de démontrer l'effort déployé par les candidats pour contourner les médias « conventionnels ». Concernant notre seconde hypothèse : « si la stratégie du contournement prend parfois des formes qui se veulent horizontales et collaboratives, elle s'inscrit toutefois dans une logique gaullienne qui renforce la personnalisation et la concentration du pouvoir ». Si le terme « gaullien » est peut-être moins pertinent que dans le cas du contournement des structures partisans, les stratégies de contournement des médias « conventionnels » par la constitution de véritables médias « ad-hoc » renforce en effet la personnalisation et la concentration du pouvoir par le contrôle de la diffusion de l'information et de la mise en scène du candidat.

Outre ces stratégies de contournement médiatique et partisan, la caractéristique la plus originale de cette campagne présidentielle a probablement été l'élimination, à l'issue du premier tour du scrutin, des deux "partis de l'alternance" représentant les deux pôles autour desquels la vie politique française était structurée depuis la naissance de la Vème République. Pour y parvenir, les "outsiders" ont notamment eu recours au troisième axe de la stratégie du contournement : le contournement du clivage politique traditionnel.

### 3) Le contournement du clivage politique traditionnel

Le sentiment de défiance qui s'est emparé de l'opinion publique vis à vis de la vie politique française a conduit les électeurs à sanctionner les deux principales formations politiques qui se partageaient traditionnellement le pouvoir, soit Les Républicains et le Parti Socialiste. Nous avons vu que la professionnalisation de l'activité politique avait entraîné une certaine convergence idéologique et programmatique qui a progressivement affaibli aux yeux de l'opinion la pertinence du clivage gauche/droite pour structurer la vie politique française. Constatant l'incapacité de "la gauche" incarnée par le Parti Socialiste tout comme de "la droite" incarnée par Les Républicains à endiguer le chômage de masse et restaurer une relation de confiance avec les Français, l'idée qu'il fallait aller chercher les solutions en dehors de ces deux formations s'est progressivement imposée. Pour les principaux "outsiders" de la vie politique française, ce contexte de contestation a ouvert des espaces politiques qu'ils sont parvenus à occuper puis élargir afin de redéfinir une cartographie électorale plus favorable à leurs intérêts.

#### a) Un clivage politique bipolaire au service du bipartisme

La France est le pays d'origine d'un clivage politique qui s'est imposé dans nombre de démocraties parlementaires. Issu de la Révolution Française, c'est la question du droit de veto du Roi dans la cadre de la tentative d'instaurer une monarchie parlementaire qui a donné naissance à cette distinction. Selon le philosophe et historien Marcel Gauchet, c'est à la Restauration que s'est véritablement imposé ce clivage<sup>63</sup>. A la droite de l'assemblée se tenaient les contre-révolutionnaires,

---

<sup>63</sup> GAUCHET Marcel, *La droite et la gauche*, dans Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, III, La France, 1. Conflits et partages, Paris: Gallimard, Bibliothèque illustrée des histoires, 1992, p. 402

véritables partisans de la tradition absolutiste tandis qu'à sa gauche siégeaient les républicains libéraux, héritiers de la Révolution, attachés aux libertés individuelles et à un régime constitutionnel. Jusqu'à la fin du XIXème siècle, la question de l'adhésion à la République était l'un des principaux éléments structurant la vie politique française. Schématiquement, il persiste de ce clivage originel l'opposition entre les "conservateurs", partisans de la persistance d'un ordre établi perçu comme naturel et organique aux "progressistes", attachés au principe de la souveraineté de la nation et à l'état de droit dans le cadre d'un régime constitutionnel, qui souhaitent voir la société évoluer vers davantage de liberté et d'égalité entre les individus. Parallèlement à ces considérations politico-philosophiques, la Révolution Industrielle et l'essor des mouvements ouvriers au XIXème siècle ont fortement politisé les questions économiques avec pour point d'orgue la question du rapport de force entre patronat et salariat (droits sociaux, distribution de la valeur ajoutée, conditions de travail, etc.). En s'opposant à la conservation de l'ordre établi et en s'inscrivant dans une logique d'égalité des droits, c'est au sein de la gauche que les revendications du mouvement ouvrier ont pu trouver une expression politique. Mais ce n'est qu'à la fin du XIXème siècle avec l'affaire Dreyfus qui a fortement divisé la société française et particulièrement sa classe politique que cette dernière a adopté cette vision binaire et a commencé à employer les termes "droite" et "gauche"<sup>64</sup>. La loi de 1901 sur les associations a ensuite donné un cadre juridique favorisant l'émergence des partis politiques et les élections législatives de 1902 qui ont suivi ont matérialisé l'existence d'un véritable clivage bipolaire gauche-droite avec la victoire du "Bloc de gauche" - composé de socialistes révolutionnaires et réformistes, radicaux socialistes, radicaux et "républicains de gauche" - et l'opposition de la "Droite parlementaire" composée de nationalistes, de conservateurs, de libéraux et des "républicains progressistes". Cet héritage historique a donné naissance au clivage politique bipolaire gauche/droite que nous connaissons aujourd'hui avec d'une part les "progressistes-interventionnistes" (progressistes sur les questions de société avec l'ouverture de droits nouveaux, interventionnistes sur les questions

---

<sup>64</sup> DANIEL André, *L'année politique 1902*, Perrin & Cie, 1903

économiques avec un État œuvrant au service de la redistribution des richesses) et d'autre part, les “conservateurs-libéraux” (conservateurs sur les questions de société et libéraux en matière économique)<sup>65</sup>.

Solidement installé dans la culture politique française, ce clivage a permis aux deux grandes formations politiques que sont Les Républicains et le Parti Socialiste de se partager le pouvoir durant toute la Vème République, jusqu'à l'élection d'Emmanuel Macron le 7 mai 2017<sup>66</sup>. En prenant pour acquis cette structure bipolaire horizontale constituée sur un axe gauche-droite, personnalités politiques et citoyens étaient sommés de s'identifier à l'un des deux blocs idéologiques. La logique du scrutin majoritaire, en encourageant les alliances d'appareil autour des formations considérées comme centrales au sein des deux blocs, a ainsi marginalisé les formations politiques se situant aux extrémités de cet axe, relégués “aux bords du Politique” selon l'expression du philosophe Jacques Rancière<sup>67</sup>. Si la vie politique française est traditionnellement organisée autour de deux thématiques principales, soit les questions sociétales et la doctrine économique, il apparaît que l'intégralité des sensibilités ne pouvaient par nature être représentées dans une offre politique essentiellement constituée de “conservateurs-libéraux” et de “progressistes-interventionnistes”. En effet, cette construction historique, sociale et culturelle était de nature à produire des “orphelins politiques” en n'offrant nulle représentation aux “conservateurs-interventionnistes” comme aux “progressistes-libéraux”. Si certains éléments des grands partis ont pu incarner ces sensibilités, comme Philippe Seguin pour la droite dite “sociale” ou Michel Rocard pour ce que l'on appelait alors la “deuxième gauche”, la position minoritaire de leur ligne politique au sein de leurs

---

<sup>65</sup> Cette vision d'une gauche progressiste et interventionniste et d'une droite conservatrice et libérale demeure cependant un idéal-type, au sens wébérien du terme, qui ne rend bien entendu pas compte de la diversité doctrinaire qui existe ou a existé dans les deux camps. Voir à ce sujet REMOND René, *La droite en France de 1815 à nos jours* et JULLIARD Jacques, *Les gauches françaises*.

<sup>66</sup> Si le Président Valéry Giscard d'Estaing n'était pas issu de l'un de ces deux grands partis, sa majorité parlementaire était dominée par l'UDR, devenue en 1976 le RPR puis l'UMP en 2002 avant de prendre le nom de Les Républicains en 2015. Ainsi, les élections législatives de juin 2017 ont instauré pour la première fois sous la Vème République une majorité parlementaire qui n'était dominée ni par le PS ni par LR.

<sup>67</sup> RANCIÈRE Jacques, *Aux bords du politique*, Folio Essai, 1992.

appareils respectifs entravait la possibilité d'une représentation partisane pour ces courants de pensée.

En discréditant les formations politiques jugées responsables de la situation, le contexte de crise de confiance observé à l'occasion de l'élection présidentielle de 2017 a offert aux "outsiders" l'opportunité de contester ce clivage pour le redéfinir à leur avantage et ouvrir de nouveaux espaces politiques. Si Marine Le Pen avait déjà réalisé un score important en 2012 en adoptant un nouveau positionnement "conservateur-interventionniste", Emmanuel Macron se fera le représentant d'une pensée libérale originelle avec un positionnement "progressiste-libéral". Ces nouvelles offres politiques ne pouvant s'identifier ni à la droite, ni à la gauche, il leur a fallu oeuvrer à l'instauration d'un nouvel imaginaire politique pour ne pas demeurer dans les espaces politiques étroits auxquels ils auraient spontanément été assignés, soit respectivement l'extrême droite et le centre. Représentant d'une offre politique de gauche relativement traditionnelle dont l'espace politique était jusqu'alors occupé par le Parti Socialiste, Jean-Luc Mélenchon a mis en place les mêmes efforts pour élargir son électorat tout en se désolidarisant de "la gauche" alors assimilée au pouvoir sortant.

#### b) Un contexte favorable à la contestation de la géographie politique

Étant entendu que le clivage gauche-droite était jusqu'alors matérialisé par la domination du Parti Socialiste et de Les Républicains dans la compétition électorale, les trois principaux "outsiders" de la campagne présidentielle de 2017 (Mélenchon, Le Pen et Macron) ont élaboré des discours visant à remettre en cause la pertinence de ce clivage pour structurer efficacement la vie politique française. En effet, démontrer l'inefficacité de ce clivage permet de contester la position des acteurs dominant le champs politique puisque c'est précisément l'intériorisation collective de cette géographie politique qui légitime leur domination. Cette contestation a notamment été rendue possible par l'affaiblissement effectif de ce clivage. En effet, une certaine convergence idéologique, renforcée par la professionnalisation de l'activité politique, a pu être observée entre "la gauche" et "la droite" ces dernières décennies à la suite de l'effondrement du bloc soviétique qui a, d'une certaine



manière, arbitré le conflit entre capitalisme et socialisme en faveur du premier. Au congrès d'Épinay de 1971 qui a fondé le Parti Socialiste tel que nous le connaissons aujourd'hui, François Mitterrand, ancien candidat à l'élection présidentielle et futur Président de la République avait par exemple déclaré : "*Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste. Celui-là, je le dis, ne peut pas être adhérent du Parti socialiste.*" Si rétrospectivement cette déclaration, dont l'esprit avait infusé la campagne présidentielle du candidat Mitterrand en 1981, peut amuser compte-tenu de la politique mise en place par le Président Mitterrand dont on ne pourrait dire qu'elle a introduit une rupture avec la société capitaliste, celle-ci a la vertu de mettre en exergue la réduction significative des divergences idéologiques entre "la gauche" et "la droite". En effet, nul candidat aspirant à un score significatif n'aurait eu l'audace d'assumer une volonté de rupture avec le capitalisme en 2017. L'affaiblissement effectif de ce clivage et la désaffection des Français pour les "partis de l'alternance" ont ainsi constitué un terreau idéal pour des "outsiders" en quête d'espace politique. Marine Le Pen avait déjà dénoncé au soir du second tour des élections régionales de 2015 "*le mensonge fondamental sur lequel repose, depuis des décennies, tout le système politique français*" faisant directement référence au clivage gauche-droite à la suite du désistement des listes du Parti Socialiste et de ses alliés dans les régions où le FN pouvait l'emporter. "*La gauche et la droite telles qu'elles ont construit la vie politique française sont aujourd'hui caduques.*" déclarait à son tour Emmanuel Macron à Amiens le 6 avril 2016 lors du lancement de son mouvement En Marche !. Le 20 mai 2016, c'est Jean-Luc Mélenchon qui déclarait à l'occasion d'un entretien pour le magazine Marianne : "*Les Français savent que l'étiquette «gauche» est devenue une arnaque*". Pour ces "outsiders", le contournement du clivage politique traditionnel implique d'en proposer un nouveau qui leur permette d'élargir au maximum leur base électorale.

Tous ont naturellement souhaité conserver le caractère bipolaire de l'ancien clivage lors de leurs tentatives de redéfinition. La raison en est simple : pour s'emparer du pouvoir dans le cadre d'un scrutin majoritaire, il faut réunir sur son nom plus de la moitié des voix. Réussir à imposer son clivage bipolaire permet de s'ériger en représentant d'un pôle contre l'autre, tandis qu'un clivage tripolaire par exemple réduirait mécaniquement l'espace politique de celui qui tente de l'imposer. Par ailleurs, nous allons voir que les nouveaux clivages qu'ont tenté d'ériger les

outsiders diffèrent du traditionnel clivage gauche-droite par leur asymétrie sociologique et morale.

### c) Imposer de nouveaux clivages : populisme et post-politique

Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ont ainsi opté pour un clivage d'inspiration populiste, ce qui semble stratégiquement pertinent dans la mesure où la période électorale étudiée est caractérisée par une critique virulente des élites, notamment politico-médiatiques. Nous l'avons vu, Marine Le Pen a choisi d'opposer "mondialistes et patriotes". Les premiers seraient les bénéficiaires, voire les promoteurs, de la mondialisation libérale tandis que les seconds, en seraient les victimes, ceux à qui tente de s'adresser Marine Le Pen. Ce clivage présente l'avantage de rejeter d'un même geste la mondialisation des flux humains, soit l'immigration, combat historique du Front National, comme celle des flux de capitaux qui entraîneraient les délocalisations responsables de la désindustrialisation de l'économie française. Elle s'adresse ainsi à un électorat populaire issu majoritairement des anciens bassins miniers et industriels au nord et du bassin méditerranéen, terre d'immigration, au sud. En opposant "mondialistes" et "patriotes", la présidente du FN sous-entend que seule la seconde catégorie aurait de l'attachement pour son pays, les mondialistes pouvant indifféremment vivre en France ou à l'étranger. Sociologiquement, les "mondialistes" seraient issus des catégories sociales dites "supérieures", auraient les moyens financiers de voyager, maîtriseraient plusieurs langues étrangères, seraient formés dans les grandes écoles pour s'adapter à un marché du travail devenu global. Selon l'INSEE, la France comptait en 2016 47,7% d'employés et ouvriers contre 25,8% de professions intermédiaires, 17,8% de cadres et professions intellectuelles supérieures, 6,6% d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise et 1,8% d'agriculteurs exploitants.<sup>68</sup> Statistiquement, les "patriotes" que souhaite représenter Marine Le Pen sont donc

---

<sup>68</sup> Voir annexe 6

manifestement plus nombreux que les “mondialistes” qui seraient plutôt des élites urbaines diplômées et bien insérées dans le marché du travail et la mondialisation. Pour sa part, Jean-Luc Mélenchon abandonne les références directes à la “gauche” dont il est issu dans l’objectif de “fédérer le peuple” contre “l’oligarchie”. Le clivage qu’il propose est encore davantage asymétrique que celui de Marine Le Pen car seule une part très marginale de la population peut probablement se reconnaître dans “l’oligarchie”. Cette dernière engloberait ainsi les grandes fortunes et la classe dirigeante qui seraient motivés par des intérêts communs. C’est pourquoi il propose la convocation d’une “assemblée constituante” visant à remettre le pouvoir entre les mains du “peuple” et à conduire une politique économique et fiscale très redistributrice. Au clivage horizontal, bipolaire et symétrique, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen tentent de substituer un clivage vertical, bipolaire et asymétrique. Ils opposent ainsi le “haut” de la société au “bas” de celle-ci, en se référant directement au peuple. Le premier a ainsi opté pour “La Force du Peuple” comme slogan sur son affiche de campagne tandis que la seconde lui a préféré “Au nom du Peuple”<sup>69</sup>. Cette stratégie permet ainsi de contourner le clivage gauche-droite à laquelle se réfère traditionnellement la classe politique française pour représenter enfin les intérêts du plus grand nombre contre les puissants, représentés par les autres candidats.

Enfin, Emmanuel Macron a tenté d’imposer une cartographie électorale que nous qualifierons de “post-politique” en cela qu’elle nie la conflictualité des intérêts divergents qui anime le champ politique. Se voulant le représentant du “nouveau monde” contre “l’ordre ancien”, il fustige les “conservatismes” qui empêcheraient la société d’avancer. Le véritable clivage se situerait selon lui entre “progressistes et conservateurs”, c’est à dire entre d’une part, ceux qui acceptent les évolutions de la société et la “nécessité” d’adapter l’économie aux exigences de la mondialisation libérale et des traités européens, et d’autre part, ceux qui sont attachés aux valeurs traditionalistes comme à l’État Providence et au maintien voire à l’augmentation de la protection apportée aux salariés par le droit du travail. Il rejette ainsi les éléments les

---

<sup>69</sup> Voir annexe 4

moins modérés de gauche et de droite dans le camp des “conservateurs” et invoque, dans une rhétorique empruntée à Margaret Thatcher<sup>70</sup>, une forme de déterminisme qui conduirait toute politique alternative à celle qu’il souhaite conduire à l’échec car elle serait alors fondée sur un déni de réalité. Ce discours est porté par un champs lexical technocratique valorisant le “pragmatisme” et “l’efficacité” face à “l’idéologie”. Dans ce cas, l’asymétrie est davantage morale que sociologique puisqu’il est plus valorisant de s’identifier aux “progressistes” éclairés qu’aux “conservateurs” dogmatiques.

En refusant la géographie politique de leurs adversaires par le contournement du clivage traditionnel et son remplacement par un nouveau clivage plus favorable à leurs intérêts électoraux, les “outsiders” ont ainsi tenté d’ouvrir de nouveaux espaces politiques et de puiser dans les électorats traditionnellement acquis à “la droite” ou “la gauche”. Cette stratégie a manifestement fonctionné puisque ces trois “outsiders” sont parvenus à rassembler chacun sur leur nom près d’un cinquième de l’électorat et même près d’un quart pour Emmanuel Macron qui, comme nous le savons, l’a finalement emporté au second tour face à Marine Le Pen.

Ainsi, ces stratégies de contournement des structures partisanes, des médias officiels et du clivage politique traditionnel que l’on a observé en particulier chez les trois outsiders ayant réalisé les scores les plus importants ont fortement contribué à alimenter le *chao* politique ambiant. De ce *chaos*, ces outsiders avaient tout à gagner puisque l’occasion leur était enfin donnée de voir s’opérer à leur profit une véritable redistribution du capital électoral jusqu’alors très largement accaparé par le PS et LR. La stratégie de rupture de ces “outsiders” semble issue d’une méthode systématique, ce qui ne signifie pas nécessairement qu’elle procède à l’origine d’une intention clairement formulée : La contestation puis le *contournement*. Nous employons ici le mot “contournement” dans sa double acception, c’est à dire à la fois *éviter* et *tracer les contours*, en l’occurrence, les nouveaux contours d’un paysage politique refondé. Revenons brièvement sur les effets de cette stratégie dans ses trois dimensions étudiées :

---

<sup>70</sup> Nous faisons référence ici au célèbre slogan de l’ancienne première ministre britannique “There is no alternative”

- Les structures partisanes : Nous l'avons vu, les partis politiques agissent sur les électeurs comme des repères mentaux sur le marché électoral. Leur contestation puis leur contournement a permis leur affaiblissement et l'émergence de nouveaux repères, brouillant les positions des différents acteurs et la perception des électeurs.
- Les médias "conventionnels" : si l'ancienne donne médiatique favorisait la position dominante du PS et de LR qui bénéficiaient d'un temps d'antenne et d'un traitement médiatique globalement plus favorables, la contestation de ces supports présentés ou ressentis comme les pivots du "système" dans un contexte de nouvelle donne technique a bouleversé l'équilibre du rapport de force entre "insiders" et "outsiders".
- Le clivage politique traditionnel : le clivage hérité de notre histoire politique assurait la reproduction de la domination des deux principaux appareils partisanes qu'étaient le PS et LR. La contestation de la pertinence de ce clivage et l'irruption des nouveaux clivages qu'ont tenté d'imposer les "outsiders" ont généré une multiplication des identités politiques qui ont encore une fois affaibli l'hégémonie culturelle des acteurs dominants.

Nous pouvons maintenant considérer comme acquise la validation de nos deux premières hypothèses. Après le contournement des structures partisanes et des médias « conventionnels », nous venons de démontrer la volonté des candidats de contourner le clivage politique traditionnel. Pour rappel, voici notre première hypothèse telle que nous l'avons formulée : « Le contexte politique des années électorales 2016-2017 a incité les candidats à adopter des stratégies de contournement des objets signifiants de l'activité politique traditionnels que sont principalement les structures partisanes, les médias "conventionnels" et le clivage politique traditionnel »

Concernant notre seconde hypothèse : « Si la stratégie du contournement prend parfois des formes qui se veulent horizontales et collaboratives, elle s'inscrit toutefois dans une logique gaullienne qui renforce la personnalisation et la

concentration du pouvoir ». Si le contournement du clivage politique traditionnel ne semble pas impliquer une plus grande concentration ou personnalisation du pouvoir, la volonté de restructurer le clivage politique hors de « la gauche » et de la « droite » rappelle la tradition gaullienne qui vise à fédérer les Français, comme ont tenté de le faire les principaux outsiders avec les nouveaux clivages qu'ils ont essayé d'imposer.

Bien en amont de la campagne électorale, la « classe politico-médiatique » avait pressenti une recomposition du paysage politique. Nous postulons ici que les stratégies de contournement que nous venons d'étudier ont significativement renforcé cette dynamique de recomposition du paysage politique car elles en étaient simultanément les causes et les conséquences. Si cette recomposition semble être advenue sous l'effet du rejet des partis traditionnels conjugué aux efforts des "outsiders" pour la faire advenir, de quelle recomposition s'agit-il ? C'est la réponse à cette question qui devrait nous permettre d'éprouver notre ultime hypothèse.

#### d) Vers une quadripolarisation de la vie politique française ?

Les dynamiques de redistribution du capital électoral observées à l'occasion de la campagne présidentielle de 2017 semble dégager quatre principaux blocs sur le modèle du clivage quadripolaire évoqué précédemment. Le premier à avoir soutenu publiquement l'hypothèse d'une quadripolarisation de la vie politique française semble être le politologue Thomas Guénolé dès le mois de janvier 2017. Interrogé dans les colonnes du Figaro<sup>71</sup>, celui-ci analysait une structuration du débat public français autour de "deux grandes questions" : la question de la mondialisation et celle des minorités, en particulier sexuelles et musulmane. Ces sujets s'insèrent dans les deux grandes thématiques autour desquelles s'organise la vie politique française que nous avons précédemment identifiées, soit la question économique (la mondialisation) et la questions sociétale (la place des minorités). Nous pouvons formuler l'hypothèse que ces deux sujets ont pris une place prépondérante à la suite d'événements bien déterminés : la crise économique et financière de 2008 qui a déstabilisé l'économie mondiale depuis les Etats-Unis d'Amérique et suscité un rejet de la mondialisation libérale d'une part et la série d'attentats islamistes qui ont touché la France à partir de janvier 2015 comme l'adoption de la loi du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe qui ont fortement polarisé le débat public sur la question des minorités d'autre part. Ces événements ont semble-t-il radicalisé une partie de l'opinion sur les questions relatives à la mondialisation libérale et à la place des minorités sexuelles et musulmane dans la société, repolarisant une part importante du débat public autour de ces questions. Selon le politologue, l'importance prise par ces sujets a conduit l'ensemble du personnel politique à se positionner. Ainsi nous retrouvons les personnalités hostiles à la mondialisation libérale comme Jean-Luc Mélenchon, Arnaud Montebourg ou Marine Le Pen, celles qui lui sont ouvertement favorables comme François Fillon,

---

<sup>71</sup> GUÉNOLÉ Thomas, *Vers la quadripolarisation de la vie politique française [en ligne]*, Le Figaro Vox. Publié le 09/01/2017. Disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/01/09/31001-20170109ARTFIG00262-vers-la-quadripolarisation-de-la-vie-politique-francaise.php> (consulté le 29 septembre 2017)

Emmanuel Macron et Manuel Valls par exemple. A ce premier clivage il faut ajouter celui relatif à la place des minorités avec les personnalités plus ou moins hostiles comme François Fillon, Marine Le Pen ou Manuel Valls et ceux qui s'attachent à les défendre comme Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon ou Benoît Hamon. C'est ainsi que nous voyons se dessiner quatre blocs comme nous l'avons évoqué : les interventionnistes-conservateurs incarnés par Marine Le Pen et le Front National, les libéraux-conservateurs, incarnés par François Fillon et Les Républicains, les interventionnistes-progressistes incarnés par Jean-Luc Mélenchon et la France Insoumise et les libéraux-progressistes incarnés par Emmanuel Macron et En Marche ! (devenu La République en Marche suite à la victoire de ce dernier). Thomas Guénolé les appelle respectivement les "nationalistes", les "conservateurs", les "altermondialistes" et les "individualistes". Selon cette nouvelle configuration, il pointe l'impossibilité pour certaines personnalités d'émerger au sein de leur propre bloc en raison de leur "dissonance" telle Marion Maréchal Le Pen qui, en raison de son positionnement ultra-conservateur et ultra-libéral incarnerait une version extrême des "conservateurs" représentés par François Fillon ou Manuel Valls qui en serait une forme modérée.

Cette nouvelle géographie politique a par ailleurs la vertu d'arbitrer les conflits de ligne historiques qui n'avaient jusqu'à présent trouvé d'issue au sein du PS et de LR. En effet, depuis le congrès socialiste de Nantes de 1977 qui vit Michel Rocard théoriser l'existence de "deux gauches" et le référendum sur la constitution européenne de 2005 qui déchira le PS entre les partisans du "oui" et ceux du "non", le Parti Socialiste est profondément divisé entre deux lignes que le congrès successifs ont tenté de maintenir unies à l'aide de motions de compromis. Pour les partisans de la "première gauche", d'inspiration marxistes et jacobine, celle du "non" au référendum de 2005, Jean-Luc Mélenchon a pu représenter une version plus authentique que le compromis jusqu'alors incarné par le Parti Socialiste tandis que ceux de la "deuxième gauche", sociale-libérale et fédéraliste, celle du "oui" à la constitution européenne ont pu trouver chez Emmanuel Macron l'aboutissement de leur raisonnement. Du côté de LR, c'est la fracture entre les conservateurs et les libéraux qui s'étaient unis au sein de l'UMP en 2002 pour porter la candidature de Jacques Chirac qui a trouvé une issue avec les candidatures de François Fillon et d'Emmanuel Macron.



Cette cartographie électorale quadripolaire a été confirmée par le vote des Français au premier tour de l'élection présidentielle. Les candidats des quatre blocs identifiés sont arrivés en tête avec des scores relativement proches compris entre 19,58% pour Jean-Luc Mélenchon et 24,01% pour Emmanuel Macron, laissant un score marginal aux autres candidats. Le faible écart entre ces quatre candidats semble donc dessiner effectivement quatre blocs au poids politique relativement similaire.

Les élections législatives qui ont suivi n'ont cependant pas véritablement confirmé cette équivalence avec un score au premier tour de 32,32% pour la majorité présidentielle (En Marche ! - Modem), 21,57% pour la droite parlementaire (LR-UDI), 13,2% pour le Front National et 11,03% pour La France Insoumise. L'effondrement du Front National et de la France insoumise peut s'expliquer à la fois par la forte démobilisation de leurs électeurs de l'élection présidentielle et peut être par un engouement qui était davantage lié aux personnalités de Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen plutôt qu'à une véritable fidélité partisane. La logique du scrutin majoritaire a ainsi donné une immense majorité au Président de la République, un groupe d'opposition significatif à LR, tandis que LFI n'a pu constituer qu'un groupe de 18 députés et que le FN a vu 8 de ses candidats intégrer l'hémicycle, soit moins que le seuil minimum de 15 députés nécessaire à la constitution d'un groupe parlementaire. Le Parti Socialiste a sans aucun doute été le grand perdant de ce scrutin. Après un score inhabituellement bas pour son candidat Benoît Hamon qui n'a récolté que 6,36% des voix, le PS a perdu près de 90% de ses députés aux élections législatives de juin 2017, passant de 295 à 31 députés. Pour marquer une nécessaire refondation, le Parti Socialiste a changé le nom de son groupe parlementaire, jusqu'alors appelé groupe "Socialiste, écologiste et républicain" pour devenir le groupe "Nouvelle Gauche", abandonnant pour la première fois depuis 1958 le qualificatif de "socialiste".

Si les élections présidentielle et législatives ont indéniablement acté une recomposition de la vie politique française, la pérennisation d'un vote quadripolaire ne semble pour autant pas acquise. Cette observation nous conduit donc à nuancer notre ultime hypothèse, qui, pour rappel, était la suivante : « La stratégie du contournement accompagne une dynamique de quadripolarisation de la vie politique française ». En effet, si l'élection présidentielle a effectivement donné lieu à une

quadripolarisation du vote des Français, rien n'indique que celle-ci est amenée à structurer durablement et avec certitude une redistribution du capital électoral relativement équivalente entre quatre blocs. D'un point de vue électoral comme idéologique, il semble trop tôt pour postuler une cristallisation de cette cartographie électorale issue de l'élection présidentielle, la recomposition politique étant un phénomène qui s'inscrit dans la durée. Il conviendra donc d'observer avec attention le résultat des élections européennes de 2019 et des élections municipales de 2020 (qui pourraient par ailleurs être reportées à 2021) pour analyser l'évolution des dynamiques électorales après l'établissement du nouveau pouvoir en place. Rien ne garantit à ce stade que la période actuelle ne soit autre chose qu'une parenthèse politique exceptionnelle et que les prochaines élections présidentielle et législatives ne donneront pas lieu au retour en force des partis traditionnels.

Après avoir mis en lumière le contexte initial de production des orientations stratégiques adoptées par les différents candidats en amont de la bataille électorale, nous venons d'étudier les réponses apportées par ces derniers pour émerger dans le *chaos* de la crise de confiance politique. Nous avons employé le terme de stratégie du contournement pour qualifier la tendance stratégique générale qui a caractérisé le jeu politique des acteurs. Cette dernière a essentiellement consisté à incarner la rupture avec la « classe politico-médiatique » que nous avons définie en conclusion de notre première partie. Les principaux objets signifiants incarnant cette dernière, soit les partis politiques, les médias conventionnels, et l'inscription dans le traditionnel clivage gauche-droite ont été méthodiquement contournés, comme nous venons de le voir. L'application de cette stratégie accompagnée de discours de refondation de la part des « outsiders », mais également, dans une moindre mesure, des « insiders » qui incarnaient une refondation de leur propre camp, ont instauré une situation inédite de consensus des principaux acteurs appelant chacun à une transformation politique radicale renforcée par l'empêchement du Président sortant. Il faut cependant l'admettre, les deux premiers axes de la stratégie du contournement, soit le contournement des structures partisanes et des médias « conventionnels » résultent avant tout de facteurs exogènes car ils ont été rendus possibles par l'avènement de la nouvelle donne technologique avec le

développement du web social. Le contournement médiatique est une stratégie qui doit être cumulée avec une exposition régulière dans les médias « conventionnels » pour une efficacité optimale. La production et la diffusion par le candidat de ses propres contenus médiatiques se heurte à l'incapacité d'atteindre tous les publics car ils touchent quasi-systématiquement les mêmes communautés d'intérêts. Son effet est en revanche très puissant sur les relais d'opinion dont le soutien est acquis en renforçant le lien direct et la diffusion d'argumentaires, éléments de langage et axes thématiques qui seront par la suite remédiés vers d'autres communautés. La stratégie du « mouvement » politique telle qu'elle a été déployée pendant la campagne présidentielle dépend également de ce lien direct et de la capacité à engranger des soutiens dématérialisés et peu engageants par le biais de plateformes numériques comme les sites de campagne. Le seul axe de notre objet d'étude qui semble strictement endogène concerne le contournement du clivage politique traditionnel. Si cette stratégie a participé à offrir des scores inédits aux « outsiders », la période post-électorale a démontré la difficulté de substituer au traditionnel clivage gauche-droite une nouvelle structure mentale de représentation du paysage politique. En effet, les premiers mois d'Emmanuel Macron comme Président de la République ont donné lieu à d'innombrables commentaires médiatiques et sondagiers visant à définir comment sa politique était perçue par les Français dans le cadre du clivage gauche-droite qu'il aurait voulu rendre obsolète. La question de savoir si l'épisode politique particulier que nous venons d'étudier aura ou non des effets durables sur les pratiques et la culture politiques françaises devra être étudiée sur le temps long, ce qui ouvre des perspectives évidentes de poursuite du présent travail dans les années à venir.

## Conclusion

*“Ce qui définit la démocratie, ce n'est pas l'origine des pouvoirs, c'est le contrôle continu et efficace que les gouvernés exercent sur les gouvernants.”*

*Alain, Propos sur les Pouvoirs. Éléments d'une doctrine radicale, 1925*

Comment émerger pour tirer profit de la situation politique *chaotique* qui caractérise la période actuelle ? C'est à cette question qu'ont dû répondre les “outsiders” en amont de la campagne présidentielle de 2017 pour bénéficier de l'affaiblissement des partis traditionnels et de la volonté de rupture exprimée par l'opinion, notamment à travers la progression électorale du Front National. De cette interrogation initiale semble avoir procédé ce que nous avons appelé la “stratégie du contournement” mise en place par les candidats pour échapper au rejet de la classe politique en incarnant un renouvellement des pratiques tout en redéfinissant les contours du paysage politique à leur avantage. Nous avons observé et analysé le déploiement de cette stratégie dans les champs partisan, médiatique et plus largement politique avec la tentative de redéfinition du clivage structurant la vie politique française. Ces observations confirment la validité de notre première hypothèse : « Le contexte politique des années électorales 2016-2017 a incité les candidats à adopter des stratégies de contournement des objets signifiants de l'activité politique traditionnels que sont principalement les structures partisans, les médias “conventionnels” et le clivage politique traditionnel ». Nous postulons dans notre seconde hypothèse que la stratégie du contournement prend des formes qui se veulent horizontales et collaboratives tout en s'inscrivant dans une logique gaullienne qui renforce la personnalisation et la concentration du pouvoir. Nous l'avons vu, le contournement de structures partisans au profit de mouvements intégralement tournés vers l'accession au pouvoir de son fondateur renforce l'emprise de celui-ci sur son appareil. Le fondateur peut ainsi s'assurer que seuls ses fidèles disposent de positions d'influence au sein de la structure, s'affranchissant des forces de contestation internes, tout en donnant l'illusion d'un plébiscite par l'accumulation de “soutiens” obtenus via l'inscription sur le site internet du mouvement. Le contournement des médias conventionnels animés par des journalistes

professionnels renforce quant à lui l'emprise des personnalités politiques sur la diffusion de leur message en neutralisant critiques et contradictions. Enfin, les tentatives de redéfinition de la structure de la vie politique par les "outsiders" semblent également porteurs d'un imaginaire issu de la mythologie gaullienne. En effet, l'appel au "peuple" qui a caractérisé les stratégies de Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon réactivent l'imaginaire gaullien de la rencontre entre "un homme et un peuple" tandis que le clivage "nouveau monde" contre "ordre ancien" rappelle le retour au pouvoir du général de Gaulle lorsqu'il a mis fin à une IV<sup>ème</sup> République décriée pour son impuissance et refondé nos institutions. Dans le cas de la stratégie populiste, la référence directe au peuple présente également l'avantage de justifier le contournement des corps intermédiaires que sont notamment les partis politiques et les médias. Tous ces éléments nous permettent donc d'accréditer notre seconde hypothèse. Cependant, cela ne signifie pas que toutes les structures se définissant comme « mouvements » politiques soient nécessairement caractérisés par une forte concentration du pouvoir et une organisation très centralisée. Enfin, nous avons émis l'hypothèse que la stratégie du contournement accompagnait une dynamique de quadripolarisation de la vie politique française. Cette dernière mérite d'être nuancée. Si l'application de cette stratégie a effectivement accompagné une quadripolarisation du vote des Français au scrutin présidentiel, celle-ci s'est avérée nettement moins marquée à l'occasion du scrutin législatif. Nous pouvons à cet égard nous instruire de la situation observée lors des élections régionales de 2015 qui avait été analysée par nombre d'experts comme une tripolarisation du vote qui semblait alors suffisamment établie pour postuler une recomposition politique autour des seuls PS, LR et FN. Moins de deux ans plus tard, aucune de ces formations n'est parvenue à conquérir (ou reconquérir) la Présidence de la République tandis que l'espace politique du PS a éclaté au bénéfice de deux nouveaux acteurs : La France Insoumise et La République en Marche. A ce stade, il serait donc prématuré d'accréditer l'hypothèse d'une quadripolarisation du vote des Français qui restructurerait durablement notre vie politique. L'usure du pouvoir que pourrait subir La République en Marche, les refondations en cours du PS, du FN et de LR et la possibilité de voir de nouveaux acteurs émerger aux prochaines élections laissent le jeu politique suffisamment ouvert pour nous prémunir d'une conclusion définitive.

Concernant notre démarche de recherche, l'élaboration du présent travail avait cela de particulier que notre analyse portait sur une période électorale particulière qui se poursuivait à mesure de notre progression. Si nous sommes parvenus à confirmer la pertinence du concept de stratégie du contournement, intuition initiale qui a pris corps à mesure de la progression de notre analyse et des événements, le peu de recul et de littérature théorique traitant spécifiquement des phénomènes étudiés ont pu représenter une difficulté. En effet, il a fallu progresser dans l'incertitude que les résultats électoraux accrédièrent *in fine* la thèse de la recomposition politique qui devait valider la pertinence de notre objet de recherche. C'est peut être la principale limite de ce travail : la cohérence globale de notre analyse était, dès l'origine, tributaire d'un scénario contingent. Au moment où nous avons défini notre sujet d'étude et émis nos hypothèses, nous étions à la fin de l'année 2016 et rien ne pouvait indiquer que François Fillon ne serait pas élu Président de la République, que le candidat issu de la primaire de la gauche ne réaliserait pas un score significatif et que le paysage politique issu des scrutins présidentiel et législatifs ne serait finalement pas fondamentalement différent qu'il ne l'était lors de la précédente mandature. Nous avons cependant pris le parti de suivre cette intuition au risque de devoir repenser en profondeur notre approche du sujet. Ce parti-pris était également celui de s'attacher à produire une analyse approfondie et globale qui soit nécessairement originale car élaborée en amont de la publication d'autres travaux similaires émanant de personnalités de référence qui auraient fatalement orienté notre interprétation des phénomènes étudiés. A ce sujet, nous devons cependant reconnaître notre redevance envers certains intellectuels qui nous ont offert des clés de compréhension de certains aspects spécifiques de notre objet d'étude tels que Cécile Alduy, Pierre Rosanvallon, Patrick Champagne, Jacques Rancière ou encore Thomas Guénolé, dont les apports ont été incontestablement essentiels au cadrage théorique du présent travail.

Si cette étude nous a aidé à appréhender les dynamiques profondes ayant contribué à faire advenir la situation politique actuelle, elle souligne également l'incapacité des principaux responsables publics à agir sur les ressorts profonds d'une crise politique larvée dont l'élection d'Emmanuel Macron semble être bien davantage un symptôme qu'une résolution. Si les campagnes électorales des principaux candidats ont été fortement déterminées par le contexte de crise de confiance, nous pouvons nous

interroger sur la capacité des stratégies déployées à renouer le lien entre gouvernés et gouvernants. En effet, la réponse de la classe politique semble avoir été essentiellement tactique, c'est à dire conjoncturelle, quand la situation aurait exigé des solutions d'ordre structurel<sup>72</sup>. Si cela a permis de susciter un certain enthousiasme pour la campagne électorale, les causes profondes du malaise démocratique ne semblent pas avoir fait l'objet d'une véritable réflexion. A mesure que la stratégie du contournement perdra son effet distinctif par la probable généralisation de ses méthodes, la question de la désaffection des citoyens pour leur classe politique retrouvera selon toute vraisemblance une ampleur problématique à l'occasion des prochaines élections.

En effet, cette crise pose la question du consentement au contrat social qui régit le fonctionnement de notre société. Nous pourrions estimer avec Pierre Rosanvallon que c'est le caractère structurellement inabouti de notre système démocratique qui est en cause. Selon le professeur au Collège de France, nos institutions ne permettent qu'une "démocratie intermittente" dans laquelle les citoyens n'ont voix qu'à l'occasion des élections. Il propose de lui substituer une "démocratie permanente" ou "continue" qui offrirait aux citoyens de nouvelles "procédures de consultation, de contrôle des élus ou d'évaluation des politiques publiques"<sup>73</sup>. Si Ségolène Royal avait axé sa campagne présidentielle de 2007 sur l'idée de la "démocratie participative", il peut sembler étonnant que cette question de l'exercice effectif de la souveraineté des citoyens ait occupé une place marginale voire quasi-inexistante dans les campagnes présidentielles de 2012 et 2017. Cette question de l'exercice de la souveraineté reflète peut être *in fine* un profond malentendu lié à la nature réelle de la démocratie. En effet, le mythe démocratique comme son étymologie suggèrent explicitement que, dans un tel régime, le pouvoir est exercé

---

<sup>72</sup> Nous excluons cependant de cette observation certaines propositions du candidat Mélenchon dont le projet de convocation d'une assemblée constituante devant notamment statuer sur la question de la révocabilité des élus aurait pu représenter une tentative de redéfinition du lien entre gouvernés et gouvernants, au risque certes de générer une certaine instabilité institutionnelle.

<sup>73</sup> BOUNIOL Béatrice, *Pierre Rosanvallon : « La refondation démocratique est la clé du quinquennat »* [en ligne]. La Croix, 09/05/2017. Disponible sur : <https://www.la-croix.com/France/Politique/Pierre-Rosanvallon-refondation-democratique-cle-quinquennat-2017-05-09-1200845625> (consulté le 10 octobre 2017)

par et pour le peuple. Dans les fait, il semblerait que la démocratie soit essentiellement un processus de légitimation des gouvernants par les gouvernés dans le cadre d'un régime constitutionnel qui garantisse l'état de droit et la séparation des pouvoirs. C'est peut-être dans cet écart entre théorie et pratique que réside l'origine profonde du malaise démocratique.

Outre ces considérations sur l'exercice citoyen de la souveraineté, il semblerait qu'une évolution de la pratique de l'activité politique soit nécessaire à la réhabilitation de l'image de nos représentants. Nous avons discerné certains excès de la communication et du marketing politiques qui tendent à véhiculer une image dégradée de l'exercice des responsabilités publiques. Désormais éduqués à les déceler et à les interpréter, les citoyens ne sont plus dupes et portent un regard critique sur ces pratiques qui renforcent le sentiment d'une activité politique essentiellement centrée sur la poursuite des ambition carriéristes par la mise en scène de soi, les prises de positions opportunistes et les coups d'éclats qui n'apportent rien à la qualité du débat politique et de l'action publique. Cela peut sembler paradoxal mais la classe politique gagnerait probablement à faire un usage plus modéré de la communication en mettant celle-ci au service de leur action plutôt que de leur image et de leurs ambitions. Outre Emmanuel Macron, nous pouvons citer deux ministres qui ont su conserver des taux de confiance et de popularité relativement importants durant le quinquennat de François Hollande : Jean-Yves Le Drian et Bernard Cazeneuve. Ces deux ministres se distinguaient en effet par la sobriété de leur communication qui s'attachait essentiellement à servir leur action ministérielle sans se prêter au jeu de la politique spectacle et de la mise en scène des ambitions. Cette sobriété leur a permis d'apparaître comme d'authentiques hommes d'Etat, fins connaisseurs des dossiers et pleinement mobilisés au service de la France plutôt que de leurs ambitions personnelles, cultivant ainsi un ethos de responsabilité qui fait, semble-t-il, tant défaut à la majorité du personnel politique.

Une autre question essentielle que nous avons abordée est celle de la représentation politique des citoyens. En effet, la comparaison entre le résultat du premier tour de l'élection présidentielle et la composition du pouvoir politique, notamment au Parlement, illustre le déficit de représentativité politique de nos gouvernants. Si le fait majoritaire présente l'avantage de dégager des majorités stables et modérées, il laisse aujourd'hui une part significative des citoyens sans



représentation politique. Ainsi, 40,88% des Français ayant voté au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 ont exprimé leur choix en faveur de La France Insoumise ou du Front National, soit 14 738 442 votants. Malgré ce score, ces formations ne disposent à elles deux que de 4,33% des députés à l'Assemblée Nationale et par conséquent, d'une influence à peu près inexistante sur les orientations politiques du pays<sup>74</sup>. Pour sa part, la majorité présidentielle LREM-MODEM a obtenu 32,32% des voix au premier tour des élections législatives de 2017 et 49,12% des voix au second tour pour finalement occuper 62,39% des sièges soit une très large majorité pour une formation n'ayant pas obtenu le quart des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle. Alors candidat, le président Macron s'était déclaré favorable à engager une réforme du mode de scrutin permettant d'introduire "une dose de proportionnelle" dans l'élection des députés, sans s'y engager formellement en faisant figurer la mesure dans son programme présidentiel. A l'occasion de son allocution devant le Parlement réuni en Congrès le 3 juillet 2017, celui-ci a réaffirmé cette volonté en s'engageant cette fois à mettre en oeuvre cette évolution dans le cadre d'une réforme constitutionnelle "afin que toutes les sensibilités y soient justement représentées"<sup>75</sup>. Sans aller jusqu'à proposer l'instauration de la proportionnelle intégrale telle qu'elle existait durant la IVème République, le Président de la République a ainsi ouvert la porte à une meilleure représentation politique des citoyens. Si elle était effectivement mise en place, celle-ci représenterait une nouvelle étape de la recomposition politique que nous avons étudiée et ouvrirait ainsi une nouvelle perspective de poursuite de l'analyse de ce phénomène que le présent travail s'est attaché à initier. Par ailleurs, l'évolution des dynamiques de recomposition politique issues des scrutins présidentiel et législatifs de 2017 devra être observée dans les prochaines années

---

<sup>74</sup> Nous avons choisi de comparer la représentation nationale avec le score du premier tour de l'élection présidentielle plutôt que de celui des élections législatives car ce premier reflète mieux la répartition des préférences politiques des citoyens en raison d'un important différentiel d'abstention : 22,23% d'abstention au premier tour de l'élection présidentielle contre 51,30% au premier tour des élections législatives. La proximité temporelle des deux scrutins et le phénomène de démobilisation de l'électorat des candidats vaincus nous semblent être des éléments permettant de justifier la pertinence de cette comparaison.

<sup>75</sup> Emmanuel Macron, discours devant le Parlement réuni en Congrès, 03/07/2017

pour savoir si celle-ci doit finalement se cristalliser sous sa forme actuelle, si une nouvelle forme vient à émerger avec le déplacement toujours en cours des positions des principaux acteurs ou si la prochaine échéance présidentielle doit être le théâtre d'un retour en force des partis traditionnels clôturant définitivement la parenthèse politique inédite qui a vu l'accession au pouvoir d'Emmanuel Macron.

# Bibliographie

## Ouvrages de référence

1. DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, Paris, A. Colin, 1951
2. FAURE Félix, *Journal à l'Élysée, 1895-1899*, publié et annoté par Bertrand Joly, éditions des Équateurs, 2009
3. LEWI Georges, *Branding management : branding et e-branding : la marque, de l'idée à l'action*, 3e éd. - Pearson éducation, 2012
4. LEHINGUE Patrick, *Le vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La Découverte, 2011
5. WEIL Simone. *Note sur la suppression générale des partis politiques*, 1<sup>re</sup> éd. 1950 ; Paris, Climats, 2006.
6. BERSTEIN Serge, THOMAS Jean-Paul (dir.), *Le PSF, un parti de masse à droite*, CNRS éditions, 2016
7. BUTON Philippe, *Les lendemains qui déchantent, le Parti communiste français à la Libération*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1993
8. MESOUDI, A., WHITEN, A., & DUNBAR, R. (2006). A bias for social information in human cultural transmission. *British Journal of Psychology*
9. BOURDIEU, Pierre., *L'Opinion publique n'existe pas*. Repris in *Questions de sociologie*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1984,
10. ALDUY Cécile, *Ce qu'ils disent vraiment. Les politiques prix aux mots.*, Seuil, 2017
11. CHAMPAGNE, Patrick., *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*. Les Editions de Minuit, Paris, 1990
12. KRIEG-PLANQUE Alice, *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique.*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, coll. Annales littéraires de l'université de Franche-Comté, 2009
13. CARTON Daniel, « *Bien entendu... c'est off* », Albin Michel, 2003
14. CHARAUDEAU Patrick, *Petit traité de politique à l'usage du citoyen*, Vuibert, 2008
15. GAUCHET Marcel, *La droite et la gauche*, dans Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, III, La France, 1. Conflits et partages, Paris: Gallimard, Bibliothèque illustrée des histoires, 1992
16. DANIEL André, *L'année politique 1902*, Perrin & Cie, 1903
17. RANCIÈRE Jacques, *Aux bords du politique*, Folio Essai, 1992

## Articles de presse et tribunes

1. MANILÈVE Vincent, *Tous les partis ressortent la méthode coué de la «politique autrement»* [en ligne], Slate.fr, publié le 14/12/2015. Disponible sur <http://www.slate.fr/story/111481/regionales-politique-autrement> (consulté le 22 août 2017)
2. BERDAH Arthur, *Manuel Valls appelle à voter pour Les Républicains dans trois régions* [en ligne], Le Figaro.fr, publié le 07/12/2015. Disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2015/12/07/25002-20151207ARTFIG00378-ni-retrait-ni-fusion-valls-fustige-l-irresponsabilite-de-sarkozy.php> (consulté le 22 août 2017)
3. LEGOUTÉ Delphine, *Une fusion LR/PS pour contrer le FN ? Valls lance son ballon d'essai* [en ligne], Marianne.net, publié le 11/11/2015. Disponible sur : <https://www.marianne.net/politique/une-fusion-lrps-pour-contrer-le-fn-valls-lance-son-ballon-dessai> (consulté le 22 août 2017)
4. BONNEFOUS Bastien et CHAPUIS Nicolas, *Fusion des listes : que cherche Manuel Valls ?* Le Monde, publié le 14 novembre 2015
5. Non signé, *Valls veut construire la «maison commune» des progressistes* [en ligne], AFP repris par Libération.fr, publié le 22/10/2014. Disponible sur [http://www.liberation.fr/france/2014/10/22/valls-veut-construire-la-maison-commune-des-progressistes\\_1127156](http://www.liberation.fr/france/2014/10/22/valls-veut-construire-la-maison-commune-des-progressistes_1127156) (consulté le 22 août 2017)
6. GOAR Matthieu et CHAPUIS Nicolas, *L'illusion des partis de masse* [en ligne], Le Monde.fr, publié le 18/12/2014. Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/12/18/l-illusion-des-partis-de-masse\\_4542869\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/12/18/l-illusion-des-partis-de-masse_4542869_823448.html) (consulté le 4 septembre 2017)
7. DESCAMBRES Alexis et PIQUARD Alexandre, *Les médias pris dans la bataille de la présidentielle*, Le Monde, publié le 13 mars 2017
8. BONNEFOUS Bastien, DE ROYER Solenn, *Ce que Macron veut faire de son Congrès à Versailles*, Le Monde, publié le 29 juin 2017.
9. Non signé, *Macron reproche à des journalistes de « s'intéresser trop à eux-mêmes »*, Ouest France. Publié le 04 septembre 2017. En ligne : <https://www.ouest-france.fr/politique/emmanuel-macron/macron-reproche-des-journalistes-de-s-interesser-trop-eux-memes-5223066> (consulté le 10/09/2017)
10. BOTELHO Greg. *The day politics and TV changed forever. CNN Politics* [en ligne]. Publié le 14 mars 2016. Disponible sur <http://edition.cnn.com/2016/02/29/politics/jfk-nixon-debate/index.html> (consulté le 12 septembre 2017).
11. GUEDJ Mikaël. *L'émission qui a changé la politique. M Le Magazine du Monde*. Publié le 30/05/2015
12. Cité par JOIGNOT Frédéric. *La fin des partis traditionnels, histoire d'un chamboulement citoyen* [en ligne], Le Monde. Publié le 27/04/2017. Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/04/27/la-fin-des-partis-traditionnels-histoire-d-un-chamboulement-citoyen\\_5118919\\_4854003.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/04/27/la-fin-des-partis-traditionnels-histoire-d-un-chamboulement-citoyen_5118919_4854003.html) (consulté le 14 septembre 2017)
13. WEIDER Thomas, *Pierre Rosanvallon : « Créer un sentiment de démocratie permanente, de démocratie continue »*, interview de Pierre Rosanvallon, Le Monde. Publié 18/08/2016

14. AESCHIMANN Éric, *Mais pourquoi se disent-ils tous anti-système ? Entretien avec Jacques Rancière*, L'Obs. Publié le 12/03/2017
15. WAHNICH Sophie, *Une post-démocratie aux airs de prérévolution [en ligne]*, Libération. Publié le 16/02/2016. Disponible sur : [http://www.liberation.fr/debats/2016/02/16/une-post-democratie-aux-airs-de-prerevolution\\_1433769](http://www.liberation.fr/debats/2016/02/16/une-post-democratie-aux-airs-de-prerevolution_1433769) (consulté le 22 septembre 2017)
16. HUET Sophie et WAINTRAUB Judith, *François Fillon : « Je garde mon cap »* entretien avec François Fillon, Le Figaro.fr. Publié le 23/11/2016. Disponible sur : [http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/primaires-droite/2016/11/23/35004-20161123ARTFIG00380-fillon-je-garde-mon-cap.php?redirect\\_premium](http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/primaires-droite/2016/11/23/35004-20161123ARTFIG00380-fillon-je-garde-mon-cap.php?redirect_premium) (consulté le 24 septembre 2017)
17. JOIGNOT Frédéric. *La fin des partis traditionnels, histoire d'un chamboulement citoyen [en ligne]*, Le Monde. Publié le 27/04/2017. Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/04/27/la-fin-des-partis-traditionnels-histoire-d-un-chamboulement-citoyen\\_5118919\\_4854003.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/04/27/la-fin-des-partis-traditionnels-histoire-d-un-chamboulement-citoyen_5118919_4854003.html) (consulté le 14 septembre 2017)
18. ROGER Patrick, *La République en marche et La France insoumise, mouvements de haut en bas*. La Matinale du Monde. Publié le 16/09/2017
19. GUÉNOLÉ Thomas, *Vers la quadripolarisation de la vie politique française [en ligne]*, Le Figaro Vox. Publié le 09/01/2017. Disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/01/09/31001-20170109ARTFIG00262-vers-la-quadripolarisation-de-la-vie-politique-francaise.php> (consulté le 29 septembre 2017)
20. BOUNIOL Béatrice, *Pierre Rosanvallon : « La refondation démocratique est la clé du quinquennat » [en ligne]*, La Croix. Publié le 09/05/2017. Disponible sur : <https://www.la-croix.com/France/Politique/Pierre-Rosanvallon-refondation-democratique-cle-quinquennat-2017-05-09-1200845625> (consulté le 10 octobre 2017)

## Discours politiques

1. Discours de Xavier Bertrand à l'issue du second tour des élections régionales de 2015 (13 décembre 2015). Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=rkExhGivkN8>
2. Discours de Marine Le Pen à l'issue du second tour des Régionales 2015 (13 décembre 2015). Disponible sur : <http://www.frontnational.com/videos/discours-de-marine-le-pen-a-l-issue-du-second-tour-des-regionales-2015/>
3. Discours de Jean-Luc Mélenchon (5 juin 2016) à Paris. Disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=87\\_CHatLiNk](https://www.youtube.com/watch?v=87_CHatLiNk)
4. Discours de Marine Le Pen (2 avril 2017) à Bordeaux. Disponible sur : <http://www.frontnational.com/videos/discours-de-marine-le-pen-au-meeting-a-bordeaux/>
5. Discours de Marine Le Pen (26 février 2017) à Nantes. Disponible sur : <http://www.frontnational.com/videos/discours-de-marine-le-pen-a-nantes-26022017/>
6. Discours de François Fillon (06 février 2017) à Paris. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=9h2RI3qD8xw>
6. Discours de Nicolas Sarkozy (9 octobre 2016) à Paris. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=8hP-lloT9N8>
7. Discours d' Emmanuel Macron devant le Parlement réuni en Congrès (03 juillet 2017) à Versailles.

Disponible sur : <http://www.elysee.fr/videos/declaration-d-emmanuel-macron-devant-le-parlement-reuni-en-congres/>

## Sondages d'opinion et enquêtes électorales

1. Opinionway pour le CEVIPOF, *Baromètre de la confiance politique – vague 1* [en ligne]. Publié en janvier 2010. Disponible sur <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/resultats-1/vague1/> (consulté le 22 août 2017)
2. Opinionway pour le CEVIPOF *Baromètre de la confiance politique – vague 8* [en ligne]. Publié en janvier 2017 Disponible sur : <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/resultats-1/vague8/> (consulté le 22 août 2017)
3. IPSOS / Sopra Steria pour L'Institut Montaigne, Sciences Po et Le Monde, *La démocratie fonctionne-t-elle de moins en moins bien ?* [En ligne]. Publié en novembre 2016. Disponible sur : <https://www.ipsos.com/fr-fr/la-democratie-fonctionne-t-elle-de-moins-en-moins-bien> (consulté le 22 août 2017)
4. Odoxa pour Le Parisien aujourd'hui en France, *Les Français et les partis politiques* [en ligne]. Publié juin 2015. Disponible sur : <http://www.leparisien.fr/politique/sondage-les-francais-et-les-partis-politiques-le-fn-domine-le-match-13-06-2015-4860083.php>
5. TEINTURIER Brice, *1er tour législatives 2017 : sociologie des électors et profil des abstentionnistes* [en ligne], publié le 11 juin 2017. Disponible sur : <https://www.ipsos.com/fr-fr/1er-tour-legislatives-2017-sociologie-des-electors-et-profil-des-abstentionnistes> (consulté le 20 septembre 2017)

## Sites de campagne des candidats à l'élection présidentielle de 2017 - Programmes

1. Site de campagne de Benoît Hamon. Disponible sur : <https://www.benoithamon2017.fr/le-projet/#culturemedias>
2. Site de campagne de Jean-Luc Mélenchon. Disponible sur : <https://avenirencommun.fr/>
3. Site de campagne d'Emmanuel Macron. Disponible sur : <https://en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme>
4. Site de campagne de Marine Le Pen. Disponible sur : <https://www.marine2017.fr/programme/>
5. Site de campagne de François Fillon. Anciennement disponible sur : <http://www.fillon2017.fr/>

## Autres

1. Littre.org, « *chaos* » [en ligne], disponible sur <https://www.littre.org/definition/chaos> (consulté le 22 août 2017)
2. Article 4 de la Constitution de 1958

# Annexes

**Annexe 1** : Tract du Front National illustrant son positionnement « ni droite ni gauche » (2013) – Page 77

**Annexe 2** : L'origine locale des élus locaux – Observatoire des Inégalités (2015) - Tableau – Page 78

**Annexe 3** : Tweet de François Fillon illustrant son usage de la rhétorique populiste – Page 79

**Annexe 4** : Affiches de campagne du premier tour de l'élection présidentielle d'Emmanuel Macron, Marine Le Pen, François Fillon, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon (2017) – Pages 80 à 84

**Annexe 5** : Couvertures de Paris Match mettant en scène la vie privée des couples Macron et Sarkozy – Pages 85 et 86

**Annexe 6** : Répartition de la population active par catégories socioprofessionnelles – INSEE (2016) – Tableau – Page 87

Annexe 1 : Tract du Front National illustrant son positionnement « ni droite ni gauche » (2013)





## Annexe 2 : L'origine locale des élus locaux – Tableau (2015) – Observatoire des Inégalités

L'origine sociale des élus locaux						
Unité : %						
	Conseillers municipaux (élections de 2014)	Maires (élections de 2014)	Conseillers communautaires (élections de 2014)	Conseillers départementaux (élections de 2015)	Conseillers régionaux et territoriaux (élections de 2015)	Part dans la population de 15 ans et plus (*) 2015
Agriculteurs	10,2	13,7	8,9	4,4	3,9	0,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	6,7	5,8	6,2	6,0	9,6	3,4
Cadres supérieurs	11,8	11,8	14,7	22,6	31,6	9,3
Professions intermédiaires	9,9	10,1	12,5	22,3	19,1	13,6
Employés	23,0	8,7	13,3	9,8	12,6	15,8
Ouvriers	7,5	3,0	3,1	0,3	1,3	12,1
Autres professions	3,1	2,2	2,9	4,9	5,3	nc
Retraités	24,2	42,5	35,6	22,3	11,4	32,5
Autres sans activité	3,6	2,2	2,8	7,5	5,2	12,3
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : ministère de l'Intérieur, (\*) Insee enquête Emploi 2015 - © Observatoire des inégalités

Annexe 3 : Tweet de François Fillon illustrant son usage de la rhétorique populiste



**François Fillon** ✓

@FrancoisFillon

 Suivre

Je crois à la Famille, à l'Autorité de l'Etat. Ces sujets font rire à l'intérieur du périphérique mais ils sont dans le coeur des Français.

09:15 - 23 nov. 2016 · Paris, France

 141  801  1 009



Annexe 4 : Affiches de campagne du premier tour de l'élection présidentielle d'Emmanuel Macron, Marine Le Pen, François Fillon, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon (2017)

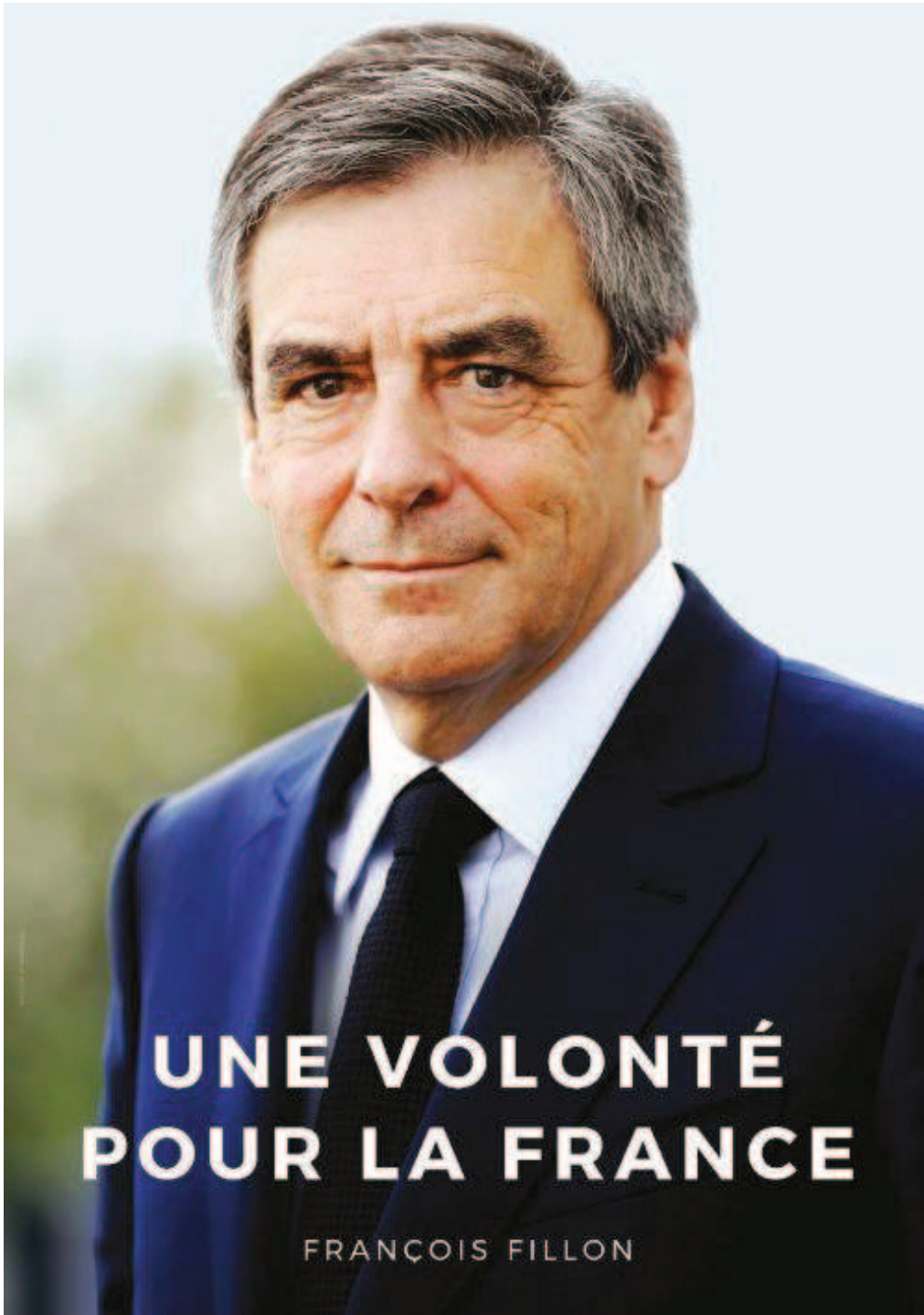


# REMETTRE LA FRANCE EN ORDRE

en 5 ans







**UNE VOLONTÉ  
POUR LA FRANCE**

FRANÇOIS FILLON

LA FORCE DU  
**PEUPLE**



Jean-Luc  
**Mélenchon**

Élection présidentielle - 1<sup>er</sup> tour - 23 avril 2017

# BENOIT HAMON

ELECTION PRÉSIDENTIELLE : 23 AVRIL - 7 MAI 2017



FAIRE BATTRE  
LE CŒUR  
DE LA FRANCE

#HAMON  
2017

Justapose JS

**Annexe 5 : Couvertures de Paris Match mettant en scène la vie privée des couples Macron et Sarkozy**





**PARIS**  
**MATCH**

# Carla et Nicolas SARKOZY

PARENTHÈSE AMOUREUSE EN CORSE

Als diamanter de Miami,  
sur le site exclusif de Tilly de Florent  
le week-end dernier



**Florent  
Manaudou**  
LE NOUVEAU DIEU  
DES BASSINS

**LES ENFANTS  
BERGERS  
D'ETHIOPIE**  
DES PHOTOS  
EXCEPTIONNELLES

**AFFAIRES  
CRIMINELLES**  
CETTE SEMAINE  
LE LÉGIONNAIRE  
BÉNITEZ

M 00533 1411 F 2,80 €



**Annexe 6 : Répartition de la population active par catégories socioprofessionnelles – INSEE (2016) - Tableau**

Catégorie socioprofessionnelle	Âge			Sexe		Ensemble
	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus	Hommes	Femmes	
Agriculteurs exploitants	0,4	1,3	3,3	2,6	1,0	1,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	1,3	6,1	8,9	9,0	4,0	6,6
Cadres et professions intellectuelles supérieures	4,8	18,8	19,0	20,4	14,9	17,8
Professions intermédiaires	22,2	28,0	22,1	23,6	28,2	25,8
Employés (1)	38,1	25,8	27,7	12,6	43,2	27,4
Employés qualifiés	17,3	14,3	12,5	6,8	21,7	14,0
Employés non qualifiés	20,8	11,5	15,2	5,8	21,6	13,4
Ouvriers	32,5	19,6	18,5	31,5	8,3	20,3
Ouvriers qualifiés	15,0	13,5	12,5	22,5	3,5	13,3
Ouvriers non qualifiés	17,6	6,2	6,1	9,1	4,8	7,0
Non déterminé	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Effectif (en milliers)	2 085	16 510	7 989	13 761	12 823	26 584

(1) : la ventilation entre employés qualifiés et non qualifiés se fonde sur la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles à 4 chiffres (PCS).

Lecture : en 2016, 17,3 % des personnes en emploi âgées de 15 à 24 ans sont employés qualifiés.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi de 15 ans ou plus.

Source : Insee, [enquête Emploi](#).

## Résumé

Comment les candidats à l'élection présidentielle de 2017 ont-ils adapté leur stratégie au contexte de crise de confiance et avec quels effets sur la structure du jeu politique ? C'est à ces questions que le présent travail ambitionne de répondre.

Nous explorons en première partie les causes et les conséquences de cette crise de confiance qui touche en premier lieu les structures partisans, les médias et le personnel politique. Nous analysons ainsi le déclin des partis politiques notamment lié au sentiment qu'ils sont trop peu féconds en idées nouvelles et essentiellement focalisés sur leurs propres intérêts. Nous nous intéressons ensuite au phénomène de rejet que subissent les médias que nous qualifions de « conventionnels » et à la production concomitante de discours hostiles de la part d'une majorité de la classe politique. Nous questionnons également le rôle des médias dans la dépréciation de l'image de l'activité politique. Enfin, nous observons plus en profondeur les origines et les conséquences de la dégradation du lien entre représentés et représentants. Nous analysons cette dernière comme liée à certaines logiques institutionnelles, à la professionnalisation et à l'autonomisation de la classe politique, à son incapacité à représenter la diversité de la société et des sensibilités et au sentiment répété de trahison lié aux promesses non-tenues et à certaines décisions perçues comme illégitimes par les citoyens.

En seconde partie, nous observons la réponse des candidats à l'élection présidentielle de 2017 à ce contexte de crise de confiance. Nous analysons qu'ils ont adopté ce que nous avons choisi d'appeler la stratégie du contournement. Nous entendons ici le mot contournement dans sa double acception, c'est à dire éviter et tracer les contours. Celle-ci s'est essentiellement manifestée dans le contournement des structures partisans, des médias « conventionnels » et du clivage politique traditionnel afin d'incarner une rupture aux yeux des électeurs tout en offrant des avantages en termes de contrôle de l'appareil politique et de la diffusion de ses messages. Le contournement du clivage traditionnel nous est également apparu comme étant une tentative des « outsiders » de tirer avantage de la redistribution annoncée du capital électoral en restructurant le jeu politique à leur avantage. À cet égard, notre analyse s'efforce de mettre en perspective l'application de la stratégie du contournement avec la recomposition du paysage politique intervenu avec les élections présidentielle et législatives de 2017. Nous achevons notre travail en questionnant les contours de cette recomposition qui nous semble par ailleurs devoir faire l'objet d'une poursuite du travail initié dans les prochaines années.

# Mots clés

Politique

Élections

Présidentielle 2017

Communication politique

Démocratie

Recomposition

Outsiders

Populisme

Clivage politique

Macron